

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1814

23 juillet 2008

SOMMAIRE

Aerolit S.A.	87041	HNW Insure S.à r.l.	87059
Alpa S.A.	87026	HNW Management S. à r.l.	87058
Alpha Industrial Holding S.à r.l.	87030	Hutchison Ports Investments S.à r.l.	87032
Applex S.A.	87061	Immobilière de St.Paul S.A.	87058
Atomo	87027	Jemco S.A.	87030
ATR S.A.	87029	Kent International S.A.	87031
Bellevue Participations S.A.	87041	Kuylenstierna & Skog S.A.	87071
Bonster S.A.	87043	LFG Capital SA	87027
CC-Center SA	87026	Luxembourg Financial Group Holding S.A.	87026
Centre Luxembourgeois de Recherches pour le Verre et la Céramique S.A.	87031	Mangrove S. à r.l.	87059
CEREP III Investment H S.à r.l.	87032	MD-Trading AG	87060
CEREP III Investment J S.à r.l.	87061	Nekvilla Holding S.A.	87061
Compagnie de Banque Privée	87060	Next Generation Aircraft Finance 2 S.à r.l.	87058
CVI GVF Luxembourg Twenty S.à r.l.	87045	Nuria S.A.	87031
Delta Luxembourg International S.A.	87043	P7S1 Broadcasting S.à r.l.	87027
DWS GO Asia S.A.	87028	Parkridge Retail Ukraine Komtek S.à r.l.	87071
EFS India S.à r.l.	87045	PI France 1 S.à r.l.	87028
Egos S.A.	87029	Samaya S.A.	87028
Energy Standard Group Holding SA	87030	Sergent S.A.	87060
Energy Standard Group Holding SA	87030	S.F.A. S.A.	87072
Energy Standard Group Holding SA	87029	Shetland Participations S.A.	87028
Energy Standard Group Holding SA	87031	Société de Recyclage de matières inertes	87045
Energy Standard Group Holding SA	87029	Supreme Entertainment S.A.	87043
E.P. Europublicité S.A.	87044	Supreme Entertainment S.A.	87044
Etablissement Aloyse ROMMES S.à r.l. et Cie s.e.c.s.	87042	The Bridge Group S.A.	87060
European Capital S.A. SICAR	87026	Uni-Deff Sicav	87072
Faisal Finance (Luxembourg) SA	87071	Whirlwind Participations S.A.	87027
Forlux S.A.	87044	Your Tacs S.A.	87046
Funinvest S.à r.l.	87061	YTACS Luxembourg S. à r.l.	87046
Grosvenor Spanish Partners S.à r.l.	87046	Yum ! Restaurants International S.à r.l. ..	87059
Guardian Luxguard II S.A.	87042		
Guardian Poland Investments S.à r.l.	87042		
Guardian UAE Investments S.à r.l.	87042		

CC-Center SA, Société Anonyme.

Siège social: L-7241 Bereldange, 204, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 86.466.

Le bilan au (Die Bilanz von) 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg (Wurde im Luxemburger Handelsregister eingereicht).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (Zur Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.).

Signature (Unterschrift).

Référence de publication: 2008085319/8307/14.

Enregistré à Luxembourg, le 7 juillet 2008, réf. LSO-CS02936. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080097944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2008.

European Capital S.A. SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 111.559.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2008085337/1463/13.

Enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 2008, réf. LSO-CS00552. - Reçu 60,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080097185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2008.

Alpa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 82, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 112.547.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09/07/2008.

Signature.

Référence de publication: 2008086861/6449/12.

Enregistré à Luxembourg, le 7 juillet 2008, réf. LSO-CS02894. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080099246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2008.

Luxembourg Financial Group Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 128.323.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2007 ainsi que le rapport du réviseur d'entreprise ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juin 2008.

Pour Luxembourg Financial Group Holding S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008086866/4287/15.

Enregistré à Luxembourg, le 10 juin 2008, réf. LSO-CR02809. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080099159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2008.

P7S1 Broadcasting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 129.878.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour P7S1 Broadcasting S.à r.l.
ProServices Management S.à r.l.
Gérant
Mr Matthijs BOGERS
Gérant

Référence de publication: 2008085334/1084/16.

Enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 2008, réf. LSO-CS00844. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080097175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2008.

Whirlwind Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 82, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 109.805.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09/07/2008.

Signature.

Référence de publication: 2008086862/6449/12.

Enregistré à Luxembourg, le 7 juillet 2008, réf. LSO-CS02900. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080099247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2008.

LFG Capital SA, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 129.023.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2007 ainsi que le rapport du réviseur d'entreprise ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mai 2008.

Signatures.

Référence de publication: 2008086865/4287/13.

Enregistré à Luxembourg, le 10 juin 2008, réf. LSO-CR02808. - Reçu 42,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080099157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2008.

Atomo, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 76.035.

Le bilan au 31 décembre 2007, ainsi que l'annexe et les autres documents et informations qui s'y rapportent ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 juin 2008.

SYLVAIN FERAUD / CARLO CAMPERIO CIANI.

Référence de publication: 2008086867/4287/13.

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 2008, réf. LSO-CS01326. - Reçu 48,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080099040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2008.

PI France 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 695.450,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 23, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 81.962.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PI France 1 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008085367/267/14.

Enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 2008, réf. LSO-CS01183. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080097145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2008.

Samaya S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 82, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 131.518.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09/07/2008.

Signature.

Référence de publication: 2008086863/6449/12.

Enregistré à Luxembourg, le 7 juillet 2008, réf. LSO-CS02898. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080099249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2008.

Shetland Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 110.735.

Le bilan de la société au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2008.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008086868/5387/15.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juin 2008, réf. LSO-CR10352. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080099684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2008.

DWS GO Asia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 131.545.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008087626/1463/13.

Enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 2008, réf. LSO-CS03533. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080100532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2008.

Egos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 118.628.

Le bilan de la société au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2008.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008086869/5387/15.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juin 2008, réf. LSO-CR10332. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080099683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2008.

ATR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 114.027.

Le bilan de la société au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2008.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008086870/5387/15.

Enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 2008, réf. LSO-CS00642. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080099682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2008.

Energy Standard Group Holding SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 75.466.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008087634/4181/12.

Enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 2008, réf. LSO-CS03542. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080100542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2008.

Energy Standard Group Holding SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 75.466.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008087636/4181/12.

Enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 2008, réf. LSO-CS03544. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080100545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2008.

Alpha Industrial Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 129.732.

Le Gérant de la Société a récemment changé d'adresse comme suit:

Gregor KLAEDTKE, 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Luxembourg
vers le

Gregor KLAEDTKE, 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Luxembourg

Luxembourg, le 30 juin 2008.

Hille-Paul Schut

Gérant

Référence de publication: 2008087625/710/17.

Enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 2008, réf. LSO-CS03220. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080100359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2008.

Energy Standard Group Holding SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 75.466.

Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008087631/4181/12.

Enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 2008, réf. LSO-CS03540. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080100537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2008.

Jemco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 10, rue Pierre d'Aspelt.
R.C.S. Luxembourg B 101.825.

Le bilan abrégé au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature / Signature

Administrateur A / Administrateur B

Référence de publication: 2008087628/322/13.

Enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 2008, réf. LSO-CS03568. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080100567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2008.

Energy Standard Group Holding SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 75.466.

Le bilan au 31 décembre 2002 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008087630/4181/12.

Enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 2008, réf. LSO-CS03538. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080100535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2008.

Kent International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 70.168.

Le bilan de la société au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2008.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008086872/5387/15.

Enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 2008, réf. LSO-CS00649. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080099678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2008.

Energy Standard Group Holding SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 75.466.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008087637/4181/12.

Enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 2008, réf. LSO-CS03546. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080100547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2008.

Nuria S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 85.524.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2008.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

Référence de publication: 2008087180/504/14.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008, réf. LSO-CS00190. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080099868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2008.

Centre Luxembourgeois de Recherches pour le Verre et la Céramique S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4940 Bascharage, avenue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 25.454.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jean-Luc Pitsch

Un mandataire, Directeur

Référence de publication: 2008087733/3123/13.

Enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 2008, réf. LSO-CS00732. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080100330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2008.

Hutchison Ports Investments S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 7, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 78.743.

—
Acte constitutif publié au mémorial C n ° 365 du 17/05/2001

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juillet 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008087767/1580/13.

Enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 2008, réf. LSO-CS00750. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080100238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2008.

CEREP III Investment H S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 139.866.

—
STATUTES

In the year two thousand and eight, on the seventeenth day of June.

Before Us Maître Joseph ELVINGER, notary, residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

CEREP III France S.à r.l., a private limited liability company, incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 130.286,

here represented by Flora Gibert jurist, residing in Luxembourg, by virtue of proxy given under private seal.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"):

Chapter I.- Form, name, registered office, object, duration

1. Form - corporate name. There is hereby formed a private limited liability company under the name "CEREP III Investment H S.à r.l.", which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter referred to as the "Company"), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended from time to time (hereafter referred to as the "Law"), as well as by the present articles of incorporation (hereafter referred to as the "Articles").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

2.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders (as defined hereafter) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 However, the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers (as defined hereafter) of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

2.4 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will however not have any effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers.

3. Object.

3.1 The Company's object is to acquire and hold interests, directly or indirectly, in any form whatsoever, in any other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests.

3.2 The object of the Company is also to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate and/or of participations in any enterprises in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those investments participations.

3.3 The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies"). On an ancillary basis of such assistance, the Company may also render administrative and marketing assistance to its Connected Companies.

3.4 For purposes of this article, a company shall be deemed to be part of the same "group" as the Company if such other company directly or indirectly owns, is owned by, is in control of, is controlled by, or is under common control with, or is controlled by a shareholder of, the Company, in each case whether beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. A company shall be deemed to control another company if the controlling company possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the share capital of the company or has the power to direct or cause the direction of the management or policies of the other company, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise.

3.5 The Company may in particular enter into the following transactions:

3.5.1 to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, certificates and other debt or equity instruments, convertible or not, or the use of financial derivatives or otherwise;

3.5.2 to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

3.5.3 to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, or any director, manager or other agent of the Company or any of the Connected Companies, within the limits of any applicable law provision; and

3.5.4 to enter into any agreements, including, but not limited to partnership agreements, underwriting agreements, marketing agreements, management agreements, advisory agreements, administration agreements, cooperation agreement and other services contracts, selling agreements, interest and/or currency exchange agreements and other financial derivative agreements in relation to its object.

it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.6 In addition to the foregoing, the Company may perform all legal, commercial, technical and financial transactions and, in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil its corporate object as well as all transactions directly or indirectly connected with the areas described above in order to facilitate the accomplishment of its corporate object in all areas described above.

4. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period.

Chapter II.- Capital, shares

5. Share capital.

5.1 The corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by two hundred and fifty (250) shares. Each Share has a nominal value of fifty euro (EUR 50.-) each (hereafter referred to as the "Shares"). The holders of the Shares are together referred to as the "Shareholders".

5.2 In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s). The amount of the premium account may be used to make payment for any Shares, which the Company may redeem from its Shareholder (s), to offset any net realized losses, to make distributions to the Shareholder(s) or to allocate funds to the legal reserve.

5.3 All Shares will have equal rights.

5.4 The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by the Law.

6. Shares indivisibility. Towards the Company, the Shares are indivisible, so that only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

7. Transfer of shares.

7.1 in case of a single shareholder, the Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

7.2 In case of plurality of Shareholders, the Shares held by one of the Shareholders are freely transferable to another Shareholder.

7.3 In case of transfer to a non-Shareholder, the Shares held by each Shareholder may be transferred in compliance with the provisions of articles 189 and 190 of the Law.

7.4 Any transfer of Shares must be recorded by a notarial deed or by a private document and shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until it has been notified to the Company or accepted by it in accordance with article 190 of the Law.

Chapter III.- Management

8. Management.

8.1 The Company is managed by one manager (the "Sole Manager") or managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers (the "Board of Managers", each member individually, the "Manager"). The Sole Manager or the Managers, as the case may be, need not be shareholder.

8.2 The Sole Manager or the Managers may be removed at any time, for legitimate reasons only, by decision of the extraordinary general meeting of the Shareholders taken in compliance with articles 14 and 15.

8.3 Any decision in connection with the management of the Company shall be taken by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, collectively by the Board of Managers in compliance with article 12.

8.4 Towards third parties, the general power of representation of the Company is granted to the Sole Manager and in case of plurality of managers, to any Manager as provided by article 10 of the Articles, and pursuant to article 191 bis paragraph 5 of the Law, any deed, agreement or generally any document executed in compliance with articles 8 and 10 of the present Articles are valid and binding vis-à-vis third parties. The exercise of the general power of representation by any Manager does not require prior approval by the Board of Managers acting collectively.

9. Powers of the sole manager or of the board of managers.

9.1 In dealing with third parties, the Sole Manager and in case of plurality of managers, the Board of Managers, without prejudice to articles 8 and 10 of the present Articles, will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all administration acts (actes d'administration) and disposition acts (actes de disposition) as well as all operations consistent with the Company's objects.

9.2 All powers not expressly reserved by law or by the Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers.

10. Representation of the company. Towards third parties, the Company shall be, in case of a sole manager, bound by the sole signature of the Sole Manager and, in case of plurality of managers, by the signature of any Manager, or by the signature of any person to whom such power shall be delegated by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by any Manager individually.

11. Delegation and agent of the sole manager or of the board of managers.

11.1 The Sole Manager or any Manager in case of plurality of managers may delegate its powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

11.2 The Sole Manager or any Manager in case of plurality of managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Meeting of the board of managers.

12.1 In case of a Board of Managers, the meetings of the Board of Managers are convened by any Manager. In case that all the Managers are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

12.2 Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram, fax, e-mail or letter another Manager as his proxy. A Manager may also appoint another Manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

12.3 The resolutions by the Board of Managers are validly adopted if approved by the majority of the Managers, present or represented.

12.4 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating Manager is able to hear and to be heard by all other participating Managers whether or not using this technology, and each participating Manager shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

12.5 Written resolutions of the Board of Managers can be validly taken if approved in writing and signed by all the Managers. Such approval may be in a single or in several separate documents sent by fax, e-mail, telegram or telex. These resolutions shall have the same effect as resolutions voted at the Board of Managers' meetings, physically held.

12.6 Votes may also be cast by fax, e-mail, telegram, telex, or by phone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

12.7 The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by all Managers present or represented at the meeting. Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any Manager or during a meeting of the Board of Managers.

12.8 In case of a Sole Manager, the resolutions of the Sole Manager may be documented in writing.

Chapter IV.- General meeting of shareholders

13. Powers of the general meeting of shareholder(s) - votes.

13.1 Each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares which he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his shareholding.

13.2 In case of one Shareholder owning all the Shares, it assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting and its decisions are recorded in writing.

13.3 If all the Shareholders are present or represented, they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

14. Holding of general meetings.

14.1 Shareholders meetings may always be convened by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by any Manager, failing which by Shareholders representing more than half of the capital of the Company.

14.2 The holding of general meetings shall not be obligatory where the number of Shareholders does not exceed twenty-five. In such case, each Shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

14.3 Should the Company have more than twenty-five Shareholders, at least one annual general meeting must be held each year.

14.4 Whatever the number of Shareholders, the balance sheet and profit and loss account shall be submitted to the Shareholders for approval who also shall vote specifically as to whether discharge is to be given to the Sole Manager or, in case of plurality of managers, to the Board of Managers.

15. Majorities.

15.1 Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the Share capital adopt them. If that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

15.2 Resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three-quarters of the Company's Share capital, in accordance with any provisions of the Law.

15.3 However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the Shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Chapter V.- Business year

16. Business year.

16.1 The Company's financial year starts on the first day of July and ends on the last day of June of each year.

16.2 At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers and the latest prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

16.3 Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

17. Distribution right of shares.

17.1 The profits in respect of a financial year, after deduction of general and operating expenses, depreciations and other charges, shall constitute the net profit of the Company in respect of that period.

17.2 From the net profit thus determined, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

17.3 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers shall propose that cash available for remittance be distributed.

17.4 The decision to distribute dividends and the determination of the amount of such a distribution will be taken by the general meeting of the Shareholders.

17.5 The Board of Managers or the Sole Manager may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the Board of Managers or the Sole Manager showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these Articles.

Chapter VI.- Liquidation

18. Causes of dissolution. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

19. Liquidation.

19.1 The liquidation of the Company can only be decided if approved by a majority of the Shareholders representing three-quarters of the Company's share capital.

19.2 The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

19.3 A sole Shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all its assets and liabilities, known or unknown of the Company.

Chapter VII.- Applicable law

20. Applicable law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on the 30 June 2009.

Subscription - payment

The capital has been subscribed as follows:

	Shares
CEREP III France S.à r.l.	250
Total: two hundred and fifty Shares	250

All these Shares have been fully paid up, so that the sum of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) corresponding to a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about EUR 1,500.-.

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolution:

1) Is appointed as Sole Manager for an undetermined period:

CEREP III S.à r.l., a private limited liability company, having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 127.446 and whose articles of incorporation have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1257, page 60290, dated 25 June 2007;

In accordance with article 10 of the by-laws, the Company shall be bound, in case of a sole manager, by the sole signature of the Sole Manager, or by the signature of any person to whom such power shall be delegated by the Sole Manager.

2) The Company shall have its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le dix-sept juin.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

CEREP III France S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 130.286,

la comparante ci-dessus est ici représentée par Flora Gibert juriste, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont les statuts ont été arrêtés comme suit:

Titre I^{er} .- Forme, nom, siège social, objet, durée

1. Forme - dénomination. Il est ici formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "CEREP III Investment H S.à r.l." qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après définie comme la "Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après définie comme la "Loi"), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après définis comme les "Statuts").

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

2.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des Associés (telle que définie ci-après) délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.3 Toutefois, le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance (tels que définis ci-après) est autorisé à transférer le siège social de la Société à l'intérieur de la Ville de Luxembourg.

2.4 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance.

3. Objet.

3.1 L'objet de la Société est l'acquisition et la détention de tous intérêts, directement ou indirectement, sous quelle que forme que ce soit, dans toutes autres entités, luxembourgeoises ou étrangères, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou par voie d'instruments financiers de dettes, sous quelle que forme que ce soit, ainsi que leur administration, leur développement et leur gestion.

3.2 La Société a également pour objet d'effectuer toutes transactions impliquant, directement ou indirectement, l'acquisition d'actifs immobiliers et/ou la prise de participations dans toutes entreprises généralement quelconques, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces investissements participations.

3.3 La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprises comme les "Sociétés Apparentées"). A titre accessoire de cette assistance financière, la Société pourra également apporter à ses Sociétés Apparentées toute assistance administrative ou commerciale.

3.4 Pour les besoins de cet article, une société sera considérée comme appartenant au même "groupe" que la Société si cette autre société, directement ou indirectement, détient, est détenue par, détient le contrôle de, est contrôlée par ou est sous le contrôle commun avec, ou est contrôlée par un associé de la Société, que ce soit comme bénéficiaire, trustee ou gardien ou autre fiduciaire. Une société sera considérée comme contrôlant une autre société si elle détient, directement ou indirectement, tout ou une partie substantielle de l'ensemble du capital social de la société ou dispose du pouvoir de diriger ou d'orienter la gestion et les politiques de l'autre société, que ce soit aux moyens de la détention de titres permettant d'exercer un droit de vote, par contrat ou autrement.

3.5 La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes:

3.5.1 conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre, certificats et autres instruments de capital, convertibles ou non, ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

3.5.2 avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec ou de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, à des conditions jugées satisfaisantes;

3.5.3 accorder toute garantie, fournir tout gage ou toute autre forme de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie d'engagements, des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées, ou par tout administrateur, gérant ou autre agent de la Société ou de l'une des Sociétés Apparentées, dans les limites autorisées par une quelconque disposition légale applicable; et

3.5.4 conclure tous contrats et notamment, sans que cette liste soit limitative, des contrats d'association, des contrats de garantie, des accords de distribution, des contrats de gestion, des contrats de conseils, des contrats d'administration, des contrats de coopération et autres contrats de services, des contrats de vente, des contrats d'échange d'intérêt et/ou de cours, et autres contrats financiers dérivés en relation avec son objet.

il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans des activités pouvant être considérées comme une activité réglementée du secteur financier.

3.6 Outre ce qui précède, la Société peut réaliser toutes transactions légales, commerciales, techniques ou financières et en général toutes transactions nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II.- Capital, parts

5. Capital social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) représenté par deux cent cinquante (250) parts sociales, ayant une valeur nominale de cinquante euros (50 EUR), chacune (ci-après les "Parts Sociales"). Les détenteurs de Parts Sociales sont définis ci-après comme les "Associés".

5.2 Complémentaire au capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Le montant d'un tel compte de prime d'émission peut être utilisé pour procéder à des paiements pour toutes Parts sociales que la Société peut racheter à ses Associé(s), pour compenser toute perte réalisée, pour procéder à des distributions aux Associés ou pour allouer des fonds à la réserve légale.

5.3 Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

5.4 La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites fixées par la Loi.

6. Indivisibilité des parts. Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

7. Transfert des parts.

7.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

7.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les Parts Sociales détenues par un des Associés sont librement transmissibles à un autre Associé.

7.3 En cas de cession à un non-Associé, les Parts Sociales détenues par chaque Associé pourront être cédées conformément aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

7.4 Tout transfert de Parts Sociales doit être enregistré par un acte notarié ou par un acte sous seing privé et ne sera pas opposable vis-à-vis de la Société ou des tiers jusqu'à ce qu'il ait été notifié à la Société ou accepté par elle conformément à l'article 190 de la Loi.

Titre III.- Gérance

8. Gérance.

8.1 La Société est gérée par un gérant (le "Gérant Unique") ou par plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils formeront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance"), chacun étant alors désigné comme "Gérant". Le Gérant Unique ou les Gérants le cas échéant ne sont pas nécessairement associés.

8.2 Le Gérant Unique ou les Gérants peuvent être révoqués à tout moment, uniquement pour justes motifs, par une décision d'une assemblée générale extraordinaire des Associés conformément aux articles 14 et 15.

8.3 Toute décision en relation avec la gérance de la Société doit être prise par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance agissant collectivement en conformité avec l'article 12.

8.4 Envers les tiers, le pouvoir général de représentation de la Société est conféré au Gérant Unique, ou, en cas de pluralité de gérants, à un Gérant tel que stipulé à l'article 10 des Statuts, et en vertu de l'article 191 bis paragraphe 5 de la Loi, tout acte, contrat ou généralement tout document exécuté en conformité aux articles 8 et 10 des présents Statuts sont valables et créent des obligations à la charge de la Société vis-à-vis des tiers. L'exercice du pouvoir général de représentation par un Gérant ne requiert pas l'approbation préalable du Conseil de Gérance agissant collectivement.

9. Pouvoirs du gérant unique ou du conseil de gérance.

9.1 Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique et, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, sans préjudice des articles 8 et 10 des Statuts, a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes d'administration et tous actes de disposition ainsi que toutes opérations conformes à l'objet social.

9.2 Les compétences non expressément réservées par la loi ou par les Statuts à l'assemblée générale des associés tombent dans la compétence du Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance.

10. Représentation de la société. Vis-à-vis des tiers, la Société est valablement engagée, en cas de gérant unique, par la seule signature de son Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature d'un Gérant, ou par la signature de toute personne à qui ce pouvoir aura été délégué par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par tout Gérant.

11. Délégation et mandat du gérant unique ou du conseil de gérance.

11.1 Le Gérant Unique ou tout Gérant en cas de pluralité de gérants peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs agents ad hoc pour des tâches déterminées.

11.2 Le Gérant Unique ou tout Gérant, en cas de pluralité de gérants, détermine les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de tout agent, la durée de son mandat ainsi que toutes autres conditions de son mandat.

12. Réunion du conseil de gérance.

12.1 Le Conseil de Gérance se réunit sur convocation d'un Gérant. Lorsque tous les Gérants sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation.

12.2 Tout membre du Conseil de Gérance est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil de Gérance par un autre membre, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite, d'un télégramme, d'un fax, d'un courriel ou d'une lettre. Un membre du Conseil de Gérance pourra également nommer par téléphone un autre membre pour le représenter, moyennant confirmation écrite ultérieure.

12.3 Toute décision du Conseil de Gérance est valablement adoptée lorsqu'elle est approuvée par plus de la moitié des membres du Conseil de Gérance, présents ou représentés.

12.4 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée si chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les membres du Conseil de Gérance participant, utilisant ou non ce type de technologie. Ledit participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

12.5 Des résolutions du Conseil de Gérance peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par tous les membres du Conseil de Gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par fax, courriel, télégramme ou facsimilé. Ces résolutions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du Conseil de Gérance physiquement tenue.

12.6 Les votes pourront également s'exprimer par tout autre moyen tel que fax, courriel, télégramme, facsimilé ou par téléphone; dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

12.7 Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance sont signés par tous les Gérants présents ou représentés aux séances. Des extraits seront certifiés par un Gérant ou par toute personne désignée par un Gérant ou lors d'une réunion du Conseil de Gérance.

12.8 En cas de Gérant Unique, les résolutions du Gérant Unique pourront être documentées par écrit.

Titre IV.- Assemblée générale des associés

13. Pouvoirs de l'assemblée des associés - votes.

13.1 Tout Associé peut prendre part aux décisions collectives quel que soit le nombre de Parts Sociales qu'il détient. Chaque Associé a un droit de vote proportionnel à sa participation dans le capital social.

13.2 En cas d'Associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés et ses décisions sont établies par écrit.

13.3 Si tous les Associés sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et la réunion peut valablement être tenue sans avis préalable.

14. Tenue d'assemblées générales.

14.1 Des assemblées générales pourront toujours être convoquées par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par tout Gérant, à défaut par les Associés représentant plus de la moitié du capital de la Société.

14.2 La tenue d'assemblée générale n'est pas obligatoire, quand le nombre des Associés n'est pas supérieur à vingt-cinq. Dans ce cas, chaque Associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

14.3 Lorsqu'il y aura plus de vingt-cinq Associés, il devra être tenu, chaque année, une assemblée générale.

14.4 Quel que soit le nombre d'Associés, le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis à l'approbation des Associés qui se prononceront aussi par un vote spécial sur la décharge à donner au Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, au Conseil de Gérance.

15. Majorités.

15.1 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant que les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent. Si ce chiffre n'est pas atteint lors de la première réunion ou consultation par écrit, les Associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettres recommandées, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

15.2 Les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité (en nombre) d'Associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

15.3 Néanmoins, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des Associés ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des Associés et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Titre V.- Exercice social

16. Exercice social.

16.1 L'année sociale de la Société commence le premier jour de juillet et se termine le dernier jour de juin de chaque année.

16.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance et ce dernier prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

16.3 Tout Associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social de la Société.

17. Droit de distribution des parts.

17.1 Les profits de l'exercice social, après déduction des frais généraux et opérationnels, des amortissements et de toutes autres charges, constituent le bénéfice net de la Société pour cette période.

17.2 Sur le bénéfice net ainsi déterminé, cinq pour cent (5%) seront prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

17.3 Dans la mesure où des fonds peuvent être distribués au niveau de la Société tant dans le respect de la loi que des Statuts, le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance pourra proposer que les fonds disponibles soient distribués.

17.4 La décision de distribuer des dividendes et d'en déterminer le montant sera prise par l'assemblée générale des Associés.

17.5 Le Conseil de Gérance ou le Gérant Unique peut décider de payer des dividendes intérimaires sur la base d'un relevé de comptes préparé par le Conseil de Gérance ou le Gérant Unique montrant qu'il existe suffisamment de fonds disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant distribuable ne peut être supérieur aux profits réalisés depuis la fin de l'année fiscale précédente, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et sommes allouées à une réserve à établir en vertu de la loi ou des présents Statuts.

Titre VI.- Liquidation

18. Causes de dissolution. La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de son Associé unique ou de l'un de ses Associés.

19. Liquidation.

19.1 La liquidation de la Société n'est possible que si elle est décidée par la majorité des Associés représentant les trois quarts du capital social de la Société.

19.2 La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

19.3 Un Associé unique peut dissoudre la Société et procéder à sa liquidation, en assumant personnellement le paiement de tous les actifs et passifs, connus ou inconnus, de la Société.

Titre VII.- Loi applicable

20. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 30 juin 2009.

Souscription - libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

	Parts
CEREP III France S.à r.l.	250
Total: deux cent cinquante Parts Sociales	250

Toutes les Parts Sociales ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) correspondant à un capital social de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ EUR 1.500,-.

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante précitée, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Est nommé comme Gérant Unique pour une période indéterminée:

CEREP III S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 127.446, et dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1257, page 60290, en date du 25 juin 2007;

Conformément à l'article 10 des Statuts, la Société se trouvera engagée, en cas de gérant unique, par la seule signature du Gérant Unique, ou par la signature de toute personne à qui ce pouvoir aura été délégué par le Gérant Unique.

2) Le siège social de la Société est établi au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg Grand-duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 juin 2008. Relation: LAC/2008/25258. - Reçu à 0,5 %: soixante-deux euros cinquante cents (62,50 €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} JUILLET 2008.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2008088309/211/498.

(080101204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2008.

Bellevue Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 112.462.

Le bilan de la société au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2008.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008086873/5387/15.

Enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 2008, réf. LSO-CS00657. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080099677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2008.

Aerolit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 79.051.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2008.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

Référence de publication: 2008087181/504/14.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008, réf. LSO-CS00191. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080099863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2008.

Guardian Poland Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser.
R.C.S. Luxembourg B 85.757.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juillet 2008.

Jean-Luc Pitsch
Directeur, Mandataire

Référence de publication: 2008087764/3123/14.

Enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 2008, réf. LSO-CS00788. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080100462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2008.

Guardian UAE Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser.
R.C.S. Luxembourg B 123.535.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juillet 2008.

Jean-Luc Pitsch
Directeur, Mandataire

Référence de publication: 2008087765/3123/14.

Enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 2008, réf. LSO-CS00791. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080100453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2008.

Guardian Luxguard II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser.
R.C.S. Luxembourg B 27.249.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juillet 2008.

Jean-Luc Pitsch
Directeur, Mandataire

Référence de publication: 2008087766/3123/14.

Enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 2008, réf. LSO-CS00781. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080100478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2008.

Etablissement Aloyse ROMMES S.à r.l. et Cie s.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-8308 Capellen, 25-27, Parc d'Activités.
R.C.S. Luxembourg B 12.188.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008087678/8812/12.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008, réf. LSO-CS00466. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080100036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2008.

Delta Luxembourg International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 40.005.

Constituée en date du 1^{er} octobre 1991 par-devant M^e Camille HELLINCKX, alors notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), acte publié au Mémorial C no 193 du 11 mai 1992, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois en date du 27 décembre 2001 par-devant M^e Frank BADEN, alors notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), acte publié au Mémorial C no 616 du 19 avril 2002.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DELTA LUXEMBOURG INTERNATIONAL S.A.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008087699/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 2008, réf. LSO-CS01705. - Reçu 24,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080100580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2008.

Bonster S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 80.801.

Constituée par-devant M^e Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 19 février 2001, acte publié au Mémorial C no 830 du 1^{er} octobre 2001 et dont les statuts ont été modifiés par-devant M^e Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 14 décembre 2007, acte publié au Mémorial C no 639 du 14 mars 2008.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BONSTER S.A.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008087701/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 2008, réf. LSO-CS01701. - Reçu 44,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080100582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2008.

Supreme Entertainment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 116.232.

Constituée par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 26 avril 2006, acte publié au Mémorial C no 1338 du 11 juillet 2006. Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois par-devant le même notaire en date du 20 mars 2008, acte publié au Mémorial C n^o 1031 du 25 avril 2008.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SUPREME ENTERTAINMENT S.A.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008087703/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 2008, réf. LSO-CS01693. - Reçu 50,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080100584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2008.

E.P. Europublicité S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 106.410.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 19 mai 2008

Monsieur Pierre LENTZ a démissionné de ses fonctions d'administrateur.

Est nommé administrateur, en remplacement de Monsieur Pierre LENTZ:

Monsieur Giacomino BUCCHI, né le 2 avril 1960 à Vimercate (Milan-Italie), demeurant Via Rivapiana 8, Muralto (Suisse),

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2009. Luxembourg, le 19 mai 2008.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008087716/534/18.

Enregistré à Luxembourg, le 3 juin 2008, réf. LSO-CR00454. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080100017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2008.

Forlux S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 15.886.

—
Constituée en date du 19 avril 1978 par-devant Maître Albert STREMLER, alors notaire de résidence à Luxembourg, acte publié au Mémorial C n ° 128 en l'année 1978. Le capital a été converti en EUROS en date du 2 novembre 2001, acte publié au Mémorial C n ° 729 du 14 mai 2002.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FORLUX S.A.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008087706/29/17.

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 2008, réf. LSO-CS01687. - Reçu 26,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080100588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2008.

Supreme Entertainment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 116.232.

—
Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires en date du 27 juin 2008

1. M. Philippe TOUSSAINT a démissionné de son mandat d'administrateur.

2. M. Xavier SOULARD, administrateur de sociétés, né le 14.8.1980 à Châteauroux, France, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2011.

Luxembourg, le 27.6.2008.

Pour extrait sincère et conforme

Pour SUPREME ENTERTAINMENT S.A.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008087788/29/19.

Enregistré à Luxembourg, le 7 juillet 2008, réf. LSO-CS02484. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080099717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2008.

CVI GVF Luxembourg Twenty S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 132.067.

—
Le Gérant de la Société a récemment changé d'adresse comme suit:

Gregor KLAEDTKE, 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Luxembourg

vers le

Gregor KLAEDTKE, 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Luxembourg

Luxembourg, le 30 juin 2008.

Hille-Paul Schut

Gérant

Référence de publication: 2008087799/710/17.

Enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 2008, réf. LSO-CS03158. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080099695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2008.

EFS India S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 98.615.

—
Extrait des décisions prises par l'associé unique datées du 18 juin 2008

1. Monsieur Christophe FASBENDER a démissionné de son mandat de gérant de catégorie A.

2. Monsieur Jean-Christophe DAUPHIN, administrateur de sociétés, né à Nancy (France), le 20 novembre 1976, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie A pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 30/06/08.

Pour extrait sincère et conforme

Pour EFS INDIA S.à r.l.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008087800/29/19.

Enregistré à Luxembourg, le 7 juillet 2008, réf. LSO-CS02481. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080099712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2008.

RECYMA, Société de Recyclage de matières inertes, Société Anonyme.

Siège social: L-1615 Luxembourg, 7, rue Alcide de Gasperi.

R.C.S. Luxembourg B 38.502.

—
Assemblée Générale Ordinaire du 03 juin 2008

1) Monsieur Marco SGRECCIA, administrateur de société, né le 28 février 1970 à L-Differdange ayant son domicile professionnel à L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rolach, est nommé administrateur jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale de 2009.

Luxembourg, le 19 juin 2008.

Pour avis sincère et conforme

Pour la SOCIETE DE RECYCLAGE DE MATIERES INERTES, en abrégé "RECYMA"

Interfiduciaire S.A.

Signature

Référence de publication: 2008087803/1261/18.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juin 2008, réf. LSO-CR09669. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080100527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2008.

**Your Tacs S.A., Société Anonyme,
(anc. YTACS Luxembourg S. à r.l.).**

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.
R.C.S. Luxembourg B 105.788.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joëlle BADEN
Notaire

Référence de publication: 2008088351/7241/12.

(080100959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2008.

Grosvenor Spanish Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 139.864.

STATUTES

In the year two thousand and eight, on the tenth day of June.

Before Us Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Grosvenor Continental Europe Holdings S.A., a public limited liability company ("société anonyme") incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue John F. Kennedy, L-1588 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B.109.165;

Irish Life Madrid LuxCo S.à.r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") incorporated and existing under the laws of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), whose registration with the Luxembourg Trade and Companies Register is pending, having a share capital of EUR 12,395 (twelve thousand three hundred ninety-five euros).

here represented by Hubert JANSSEN, jurist, residing professionally in Luxembourg by virtue of proxies given under private seal.

The said proxies, signed *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"):

Chapter I. Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form - Corporate name. There is formed a private limited liability company under the name "Grosvenor Spanish Partners S.à r.l." which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the "Articles").

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 However, the sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

Art. 3. Object.

3.1 The Company's object is to take, directly or indirectly, participations and interests, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign entities; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever and to grant to the entities in which the Company has an interest, any assistance, loans, advances or guarantees, to lend funds to its subsidiaries, or to any other company including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities.

3.2 The Company may make real estate related investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company owning such investments.

3.3 The Company may also give guarantees and grant security, in any form whatsoever, in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries or any other company. The Company may further pledge,

transfer, encumber or otherwise create security over some or all of its assets, and perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

3.4 The Company may borrow and raise funds, including, but not limited to, borrowing money in any form or obtaining any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, and other debt or equity instruments, convertible or not, always on a private basis for the purpose listed above.

3.5 The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its corporate object in all areas as described above and more particularly enter into agreements including but not limited to any kind of credit derivative agreements, partnership agreements, underwriting agreements, management agreements, advisory agreements, administration agreements and other services contracts, selling agreements or other in relation to its purpose.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is established for an unlimited duration.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Corporate capital.

5.1 The share capital is fixed at twenty-six thousand Euros (EUR 26,000.-) represented by ten (10) Class A Shares and two hundred fifty (250) Class B Shares, each with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.-).

5.2 The capital may be changed at any time by a decision of the shareholder(s) in accordance with article 11 of the Articles.

5.3 The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by the Law.

Art. 6. Shares.

6.1 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 7. Transfer of shares.

7.1 In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

7.2 In the case of plurality of shareholders, and without prejudice to Articles 189 and 190 of the Law and any additional provisions, which may be contained in a Shareholders Agreement, transfer of shares shall be made in accordance with the provisions of this Article 7.

7.3 The Class A Shares held by the Manager will be held in full title by the Manager for such time as it remains the manager of the Company and the Manager shall not sell, assign or transfer its Class A Shares during that time.

7.4 No sale, assignment, transfer or pledge of Class B Shares by a B Shareholder(s) to a third party which is not an Affiliate shall be possible without the consent of the other B Shareholders until the expiry of the Term.

7.5 When permitted, unless with the other B Shareholder(s)'s written consent, a sale, an assignment or a transfer by B Shareholder must be of all the Class B Shares.

7.6 Transfer to Affiliate(s)

A sale and assignment or a transfer by a Shareholder (a "Transferor Shareholder") of its Class B Shares to one or more of its Affiliates (individually a "Transferee Affiliate") will be permitted, provided that:

7.6.1 Each Transferee Affiliate assumes any and all at such time remaining obligations relating to its position as a Class B Shareholder;

7.6.2 The Transferor Shareholder remains jointly and severally liable with each Transferee Affiliate for any and all remaining obligations relating to its position as a Class B Shareholder;

7.6.3 The Transferor Shareholder irrevocably and unconditionally guarantees the Company and the Manager, as applicable, for the due and timely performance by each Transferee Affiliate of any and all obligations relating to its position as a Class B Shareholder and will hold such them harmless in that respect, to the extent permitted by law;

7.6.4 In the event that a Transferee Affiliate ceases to be an Affiliate of the Transferor Shareholder, the Transferee Affiliate will sell, assign or transfer such Class B Shares back to the Transferor Shareholder, on the same terms and conditions as set out in this Article 7.

Chapter III. Management

Art. 8. Management.

8.1 The Company is managed by one Manager appointed by a resolution of the shareholders' meeting.

8.2 The Manager may only be removed by a resolution of the shareholder(s) in the event of fraud, gross negligence or wilful misconduct, in accordance with the terms of a Shareholders Agreement.

8.3 The Manager shall be entitled to receive from the Company an annual Management Fee, the amount of which shall be agreed by the shareholders, in accordance with any Shareholders Agreement.

Art. 9. Powers of the Manager.

9.1 The Manager has the authority to carry out on behalf of the Company any and all of the objectives and purposes of the Company and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other obligations that it may in its sole discretion deem necessary or advisable, all in accordance with and subject to any Shareholders Agreement and to the objectives and purposes of the Company.

9.2 Generally, all powers not expressly reserved by law or by any Shareholders Agreement or by the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Manager.

9.3 In dealing with third parties, the Manager will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

9.4 The Company will be validly committed towards third parties by the sole signature of its Manager.

9.5 The Manager may, sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents, and will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Art. 10. Investors advisory committee - Investment committee.

10.1 The Investors Advisory Committee

The Company will establish an Investors Advisory Committee composed of one (1) representative for the A Shareholder(s) and one (1) representative for the B Shareholders, at all times, each such member having equal voting rights.

The Investors Advisory Committee meetings will only be quorate if at least one (1) representative of each of its members is present or represented. The Investors Advisory Committee shall adopt any other internal governance rules as appropriate.

10.2 A meeting of the Investors Advisory Committee will take place at least twice every twelve (12) months and at such other intervals as deemed necessary by the Manager or any member of the Investors Advisory Committee.

Except as otherwise provided in this Articles, any action or vote of the Investors Advisory Committee will be taken by a simple majority of the voting rights of the members.

10.3 The Manager will consult the Investors Advisory Committee in respect of the following decisions and will not take action obliging the Company or a Property Co in respect of the following matters without the prior unanimous written consent of the Investors Advisory Committee:

10.3.1 Approval of the annual business plan of the Company and all amendments;

10.3.2 The appointment, renewal and dismissal of the auditors of the Company and the Property Cos;

10.3.3 The choice of the Independent Appraiser for the valuation of any Property or Property Co;

10.3.4 Early termination of the Investment Period;

10.3.5 Extension of the Investment Period;

10.3.6 Extension of the Term for an additional two-year period (this decision shall be made at least one (1) year prior to the expiry of the initial Term);

10.3.7 A change in the investment, divestment or financing strategy of the Company;

10.3.8 An increase of the Investors Commitment of each Shareholder;

10.3.9 Prior approval for the Manager to engage in management services for collective investment vehicles;

10.3.10 The Administrative and Operating Expenses in the limit provided for by any Shareholders Agreement.

10.3.11 Any decision for which a conflict of interest between the Manager and one of its Affiliates may exist. In relation to any transaction involving the Company in which the Manager or one of its Affiliates has a material interest, the Manager shall require the endorsement of the members of the Investor Advisory Committee at the earliest possible opportunity, but in any event prior to the Company incurring due diligence costs in relation to the proposed transaction. The Investor Advisory Committee may refuse to endorse the proposed transaction.

10.4 The Investors Advisory Committee will also review the ongoing business strategy of the Company and the financial performance of the Company. The Investors Advisory Committee will not have the power to act for or bind the Company, such powers being exclusively vested in the Manager.

10.5 The Investment Committee

The Company will establish an Investment Committee composed of one (1) representative for the A Shareholder(s) and one (1) representative for the B Shareholders, each such member having equal voting rights.

10.6 The Manager will request the prior approval of the Investment Committee in respect of the following decisions and will not take action obliging the Company or a Property Co in respect of the following matters without the prior approval of the Investment Committee.

10.6.1 Investment made in accordance with any Shareholders Agreement;

10.6.2 Approval of Annual Project Plans for each Property;

10.6.3 Disposals;

10.6.4 The following decisions where such decisions fall outside the agreed Annual Project Plans:

- (a) Financing terms (existing, material modifications or refinancing) and hedging decisions;
- (b) Amendments to initial operating budgets and Annual Project Plans for each Property if such amendments exceed ten per cent (10%) of the initial budgeted expenditure;
- (c) Capital expenditures in excess of 110% of those provided in an approved budget or Annual Project Plan.

10.7 The Investment Committee will be provided with summaries of all major contracts (sale and purchase agreements, construction agreements, lease agreements, facility agreements, etc.) to be concluded by the Company and/or the Property Cos for approval.

10.8 The representatives of the Investment Committee may request to attend meetings with (i) the parties who will negotiate and conclude sale and purchase agreements, construction agreements or loan agreements with the Company and/or the Property Cos as well as (ii) the advisors and service providers of the Company or the Property Cos. The Manager shall endeavour to enable the representatives of the Investment Committee to attend such meetings. The members of the Investment Committee may request to be provided with draft of the main documents to be entered into by the Company and/or the Property Cos in order to review and comment such documents.

10.9 Approval of the main terms and conditions under which the Guarantees may be issued.

10.10 The Investment Committee meetings will only be quorate if at least one representative for the A Shareholder (s) and one representative for the B Shareholders attend the meeting unless the representative for either the A Shareholder(s) or the representative for the B Shareholders do not attend to two (2) successive meetings in which case the Investment Committee meetings will be quorate if at least one (1) representative of the other Shareholders is present or represented.

10.11 Any action or vote of the Investment Committee will be taken by unanimous consent of the Investment Committee

Shareholders decisions

Art. 11. Shareholders meetings and decisions.

11.1 The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

11.2 In case of plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns.

11.3 Each Share entitles the holder to one vote.

11.4 Without prejudice to any special majority requirements provided for elsewhere in these Articles, collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than seventy-five per cent (75%) of the share capital. However, resolutions to amend the Articles may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three-quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law. The nationality of the Company may be changed and the commitments of the shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the shareholders.

11.5 The holding of general meetings shall not be compulsory where the number of shareholders does not exceed twenty-five. In such case, each shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

11.6 General meetings of shareholders may be convened by the Manager or if requested by (i) shareholders representing 50% or more of the Company's issued share capital or by (ii) shareholders representing 50% or more of the Company's issued B Share capital.

11.7 Such convened general meetings of shareholders may be held at such places in the Grand-Duchy of Luxembourg and times as may be specified in the respective notices of meeting.

11.8 If all shareholders are present or represented and waive the convening requirements, the general meeting of shareholders may take place without prior notice of meeting.

11.9 Shareholders may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing or by telegram, telefax, email or any similar means an attorney who need not be a Shareholder.

Financial year - Annual Accounts

Art. 12. Financial year.

12.1 The Company's financial year starts each year on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 13. Adoption of financial statements.

13.1 At the end of each financial year, the sole Manager, or in case of plurality of Managers, the board of Managers draws up the annual accounts of the Company according to the applicable legal requirements. The Manager may provide quarterly or monthly reports to the Shareholders in accordance with the provisions of a Shareholders Agreement.

13.2 Each shareholder (or its appointed agent) may obtain communication of the annual accounts at the Company's registered office, in accordance with the applicable legal provisions.

Art. 14. Distribution rights.

14.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

14.2 The balance of the net profit may be distributed to the shareholder(s) in accordance with the provisions of this Article 14 (and without prejudice to any additional provisions, which may be contained in any Shareholders Agreement).

14.3 Subject to Article 14.4, funds available for distribution (which shall be net of any fees, taxes and expenses that may be payable by the Company) shall be distributed in the following priority to the B Shareholders and to the A Shareholder, pro rata the number of the Shares of the relevant class held by them, either as payment of interest or principal on the Investor Loans, dividends, or distribution of share premium or other reserves or repayment of capital, to the extent permitted by law:

14.3.1 Firstly, to the extent that the Company has made prior payments under the Investor Loans, to the Class A Shareholder(s), the funds required to ensure that the Class A Shareholder(s) participates pro rata its Funded Commitments in the aggregate amount of payments made by the Company to the Class B Shareholders and the Class A Shareholder(s) as payment of interest or principal on the Investor Loans, dividends, or distribution of share premium or other reserves, or repayment of capital;

14.3.2 Secondly, to the Class B Shareholders and Class A Shareholder(s) until they have received an amount equal to the aggregate of (a) the Funded Commitment attributable to all Liquidated Investments and (b) the Funded Commitment not attributable to an investment in a Property Co prorata the fraction that the all in cost acquisition price of the Liquidated Investments bears to the aggregate all in cost acquisition price of all the Properties.

14.3.3 Thirdly, to the Class B Shareholders and the Class A Shareholder(s), the amount necessary to provide to the Class B Shareholders and the Class A Shareholder, on a cumulative basis, an Internal Rate of Return of twelve per cent (12%) on the sum of the Funded Commitment.

14.3.4 Thereafter, to the extent that there are any funds remaining available for distribution to the Shareholders, eighty per cent (80%) to the Class B Shareholders and twenty per cent (20%) to the Class A Shareholder(s).

14.4 Notwithstanding the preceding provisions, the Manager may decide to pay interim dividends to the Shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the Shareholders.

Winding-up - Liquidation

Art. 15. Winding-up, Liquidation.

15.1 The Company may be dissolved by a decision of the general meeting of the shareholders deciding at the majority provisions required for amending the Articles.

15.2 A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all its assets and liabilities, known or unknown of the Company.

15.3 At the time of winding up the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Miscellaneous

Art. 16. Applicable Law.

16.1 Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Art. 17. Definitions.

Administrative and Operating Expenses has the meaning given to it in a Shareholders Agreement.

Annual Project Plan means a detailed description of the annual project plan established for a Property or a Property Co.

A Shareholder means a holder of Class A Shares;

Affiliate means when used with reference to a specified person, any person that directly or indirectly through one or more intermediaries controls or is controlled by or is under common control with the specified person; for the purposes of this definition, a person will be deemed to control an entity of which it is the holder of more than fifty per cent (50%) of the outstanding voting securities;

B Shareholder means a holder of Class B Shares;

Funded Commitments means the aggregate amount of: (a) capital, including share premium, contributed for the issuance of the Shares and (b) the principal amount of Investor Loans;

Guarantee has the meaning given to it in a Shareholders Agreement.

Independent Appraiser means an independent appraiser selected by the Investors Advisory Committee.

Internal Rate of Return (or IRR) means the compounded annual internal rate of return, being that discount rate which when applied to the Company's cash flows produces a net present value equal to zero as calculated on a quarterly basis. For the purposes of this definition, Company's cash flows are, on one the hand, the aggregate of the Funded Commitments received by the Company and, on the other hand, any funds distributed by the Company to the Shareholders as payment of interest or principal on the Investor Loans, dividends or distribution of share premiums or other reserves or repayment of capital (before, if applicable, any withholding tax to be paid by the Company on behalf of the Shareholders). By convention, the aggregate of the Funded Commitments will be deemed as negative figures and any funds distributed by the Company to the Shareholders will be deemed as positive figures.

Investment Period has the meaning given to it in a Shareholders Agreement.

Investor Commitment means the aggregate amount of capital set forth as an Investor's Investor Commitment which represents the aggregate of the amount committed to be paid on Class B Shares and on Investor Loans.

Investor Loan(s) means the loan(s), if any, granted by the Shareholders to the Company;

Liquidated Investments means all Property Cos which have, on or prior to that date, either: (a) had their shares sold by the Company; (b) sold their respective Property; or (c) should the case ever arise, been liquidated;

Management Fee means the management fee exclusive of VAT in an amount which may be determined by a Shareholders Agreement;

Manager means a manager of the Company from time to time;

Property Co means any entity created with a view to or owning a Property.

Property has the meaning given to it in a Shareholders Agreement.

Shareholders means any holder of Shares issued by the Company from time to time;

Shareholders Agreement means any shareholders agreement, which may be entered into or amended from time to time by the Company and its shareholders;

Shares means any Class A and Class B Shares issued by the Company from time to time;

Term means the period during which the Shareholders Agreement will apply;

Transitory provisions

The first financial year will begin at the date of incorporation of the Company and will end on 31 December 2008.

Subscription - Payment

The capital has been subscribed as follows:

Shares:	Shares
Grosvenor Continental Europe Holdings S.A.	10 A
Irish Life Madrid LuxCo S.à.r.l	125 B
Grosvenor Continental Europe Holdings S.A.	125 B
Total:	260

All these Shares have been fully paid up in cash, so that the sum of twenty-six thousand Euros (EUR 26,000) corresponding to a share capital of twenty-six thousand Euros (EUR 26,000.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about four thousand Euro.

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named persons, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the shareholders meeting, passed the following resolutions:

1- Is appointed as Manager of the Company for an undetermined duration:

Grosvenor Continental Europe Holdings S.A., a public limited liability company ("société anonyme") incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue John F. Kennedy, L-1588 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B.109.165.

2- The Company's address is fixed at L-1855 Luxembourg, 46A, avenue John F. Kennedy.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le dixième jour de juin,

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

Grosvenor Continental Europe Holdings S.A., une société anonyme constituée selon et régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 109.165;

Irish Life Madrid Luxco S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée selon et régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), non encore enregistrée avec le Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, ayant un capital social de EUR 12.395 (douze mille trois cent quatre-vingt quinze euros).

ici représentées par Hubert JANSSEN, juriste, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu de procurations données sous seing privé.

De telles procurations, paraphées "ne varietur" par le notaire instrumentant et les mandataires, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

Les comparantes, représentées comme établi ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée comme suit:

Chapitre I^{er} . Dénomination - Objet - Siège - Durée

Art. 1^{er} . Forme et dénomination sociale. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "Grosvenor Spanish Partners S.à r.l." qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "la Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "la Loi"), ainsi que par les présents statuts (ci-après "les Statuts").

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.3 Toutefois, le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance de la Société est autorisé à transférer le siège de la Société dans la Ville de Luxembourg.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet l'acquisition, directement ou indirectement, de participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères; l'acquisition de tous titres, droits et actifs par voie de participation, d'apport, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et mise en valeur et d'accorder à toute entité dans laquelle la Société a des intérêts, de l'assistance, des prêts, des avances ou des garanties, de prêter des fonds aux filiales ou à tout autre société, y compris des prêts et/ou des émissions de titres.

3.2 La Société pourra effectuer des investissements immobiliers, soit directement, soit à travers la détention, directe ou indirecte, de participations dans des filiales de la Société détenant ces investissements.

3.3 La Société peut également donner des garanties et accorder des sûretés, dans quelque forme que ce soit, au bénéfice de tiers, afin de garantir ses obligations et les obligations de ses filiales ou de toute autre société. La Société peut aussi gager, transférer, créer une charge ou constituer une autre sûreté sur toute ou partie de ses actifs, ainsi que réaliser toute opération directement ou indirectement liée à son objet.

3.4 La Société peut emprunter et lever des fonds, y compris, mais sans être limité à, emprunter de l'argent sous toutes formes et obtenir des facilités de crédit sous toutes formes et lever des fonds à travers, y compris, mais sans être limité à, l'émission d'obligations, de titres de prêt, de billets à ordre et d'autres titres de dette ou de capital convertibles ou non, sur une base privée dans le cadre de l'objet décrit ci-dessus.

3.5 La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières susceptibles de faciliter directement ou indirectement l'accomplissement de son objet social, dans tous les domaines décrits ci-dessus, et plus particulièrement entrer dans des accords incluant mais non limité à toutes les sortes d'accords de produits dérivés de crédit, des partenariats, des contrats de garantie de prise ferme, des contrats de management, de contrats de conseil, des contrats d'administration et d'autres contrats de services, des contrats de vente ou autres en relation avec son objet.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique.

Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social est fixé à vingt six mille Euros (EUR 26,000.-) représenté par dix (10) Parts Sociales de Classe A et par deux cents cinquante (250) Parts Sociales de Classe B, chacune avec une valeur nominale de cent Euros (EUR 100).

5.2 Le capital peut être modifié à tout moment par une décision du/des associé(s) en conformité avec l'article 11 des Statuts.

5.3 La Société peut procéder au rachat de ses parts sociales dans les limites prévues par la Loi.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, puisqu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 7. Cession de parts sociales.

7.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales de la Société détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

7.2 En cas de pluralité d'associés et sans préjudice des Articles 189 et 190 de la Loi et de toutes dispositions additionnelles, qui peuvent être contenues dans un Pacte d'Associés, un transfert de parts sociales sera effectué en conformité avec les dispositions du présent Article 7.

7.3 Les Parts Sociales de Classe A détenues par le Gérant seront détenues par le Gérant pour toute la période pendant laquelle il reste gérant de la Société et le Gérant ne vendra pas, ne cédera pas et ne transférera pas ses Parts Sociales de Classe A pendant ce temps.

7.4 Aucune vente, cession, transfert ou mise en gage de Parts Sociales de Classe B par un ou des Associé(s) B à une tierce partie qui n'est pas une Société Liée ne sera possible sans le consentement des autres Associés B jusqu'à l'expiration du Terme.

7.5 Quand cela est permis, sauf avec l'accord écrit des autres Associés B, une vente, une cession ou un transfert par un Associé B doit être de toutes les Parts Sociales de Classe B.

7.6 Transfert à une/des Société(s) Liée(s).

Une vente et une cession ou un transfert par un Associé (un "Associé Cédant") de ses Parts Sociales de Classe B à une ou plusieurs de ses Sociétés Liées (individuellement un "Cessionnaire Lié") seront permis, à condition que:

7.6.1 Chaque Cessionnaire Lié assume toutes obligations ayant trait à sa position d'Associé de Parts Sociales de Classe B qui demeurent à ce moment;

7.6.2 Chaque Associé Cédant reste conjointement et solidairement responsable avec chaque Cessionnaire Lié de toutes les obligations restantes touchant à sa position d'Associé B;

7.6.3 L'Associé Cédant garantit irrévocablement et inconditionnellement la Société et le Gérant, selon le cas, l'exécution due et opportune par chaque Cessionnaire Lié de toutes les obligations restantes touchant à sa position d'Associé B et les en tiendra indemnes, dans la mesure permise par la Loi;

7.6.4 Au cas où un Cessionnaire Lié cesse d'être une Société Liée de l' Associé Cédant, le Cessionnaire Lié revendra, recédera ou ré-transférera de telles Parts Sociales de Classe B à l'Associé Cédant, dans les mêmes termes et conditions que ceux de l'Article 7.

Chapitre III. Gérance

Art. 8. Gérance.

8.1 La Société est gérée par un Gérant nommé par résolution de l'assemblée des associés.

8.2 Le Gérant peut être révoqué par une résolution des Associé(s) qu'en cas de fraude, de négligence lourde ou d'inconduite volontaire, conformément aux termes d'un Pacte d'Associés.

8.3 Le Gérant aura le droit de recevoir de la Société des Frais de Gérance annuels, dont le montant est déterminé par les Associés, conformément aux termes de tout Pacte d'Associés.

Art. 9. Pouvoirs du Gérant.

9.1 Le Gérant a le pouvoir de réaliser au nom de la Société les objectifs et buts de la Société et d'exécuter tous actes et de conclure et d'exécuter tous contrats et autres obligations qu'il considère nécessaires ou conseillés, le tout conformément à et sous réserve de tout Pacte d'Associés et des objectifs et buts de la Société.

9.2 Généralement, tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par tout Pacte d'Associés ou par les présents Statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du Gérant.

9.3 Dans les rapports avec les tiers, le Gérant a tous pouvoirs d'agir en toute circonstance au nom de la Société et d'effectuer et d'approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social.

9.4 La Société sera valablement engagée envers les tiers par la seule signature de son Gérant

9.5 Le Gérant peut subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, et déterminera les responsabilités de l'agent en question et sa rémunération (le cas échéant), la durée de la période de représentation et les autres conditions de la représentation.

Art. 10. Comité consultatif des investisseurs - Comité d'investissement.**10.1 Le comité consultatif des investisseurs**

La Société établira un Comité Consultatif des Investisseurs composé de un (1) représentant pour le(s) Associé(s) A et de un (1) représentant pour les Associés de B, et à tout moment, chacun de ces membres ayant des droits de vote égaux.

10.2 Le quorum du Comité Consultatif des Investisseurs sera atteint seulement si au moins un (1) représentant de chaque membre est présent ou représenté. Le Comité Consultatif des Investisseurs adoptera toute autre règle de gouvernance interne appropriée.

10.2 La réunion du Comité Consultatif des Investisseurs aura lieu au moins deux fois tous les douze (12) mois et à tout autre intervalle jugé nécessaire par le Gérant seulement si au moins un (1) représentant de chacun des membres est présent ou représenté. Le Comité Consultatif des Investisseurs devra adopter toutes autres règles internes jugées nécessaires par le Gérant ou tout membre du Comité Consultatif des Investisseurs.

A moins qu'il n'en soit stipulé autrement dans les Statuts, toute action ou vote du Comité Consultatif des Investisseurs se prise par majorité simple des droits de vote des membres.

10.3 Le Gérant devra consulter le comité consultatif des investisseurs pour les décisions suivantes et ne prendra aucune décision obligeant la Société ou une Propriété Co au regard des matières suivantes sans le consentement écrit et unanime préalable du Comité Consultatif des Investisseurs.

10.3.1 Approbation du plan d'activité de la Société et de toutes les modifications;

10.3.2 La nomination, le renouvellement et la démission des auditeurs de la Société et des Propriété Cos;

10.3.3 Le choix d'un Evalueur Indépendant pour l'évaluation de la Propriété ou de la Propriété Co;

10.3.4 La fin prématurée de la période d'investissement;

10.3.5 L'extension de la période d'investissement;

10.3.6 L'extension du Terme pour une période additionnelle de deux ans (cette décision sera prise au moins un (1) an avant l'expiration du Terme initial);

10.3.7 Une modification de l'investissement, dé-investissement ou de la stratégie de financement de la Société;

10.3.8 Une augmentation de l'Engagement d'Investisseurs de chaque Associé;

10.3.9 L'approbation préalable pour le Gérant de s'engager dans des services de management pour des véhicules d'investissements collectifs;

10.3.10 Les Frais Administratifs et Opérationnels dans la limite prévue par un Pacte d'Associé;

10.3.11 Toutes les décisions pour lesquelles un conflit d'intérêt entre le Gérant et une de ses Sociétés Liées pourrait naître. Le Gérant devra requérir l'approbation des membres du Comité Consultatif des Investisseurs aussi tôt que possible, pour toute transaction impliquant la Société dans laquelle le Gérant ou une de ses Sociétés Liées aurait un intérêt matériel, mais dans tout les cas avant que la Société ne supporte des coûts de due diligence en rapport avec la transaction proposée. Le Comité Consultatif des Investisseurs peut refuser d'approuver la transaction proposée.

10.4 Le Comité Consultatif des Investisseurs vérifiera également la stratégie économique courante de la Société et la performance financière de la Société. Le Comité Consultatif des Investisseurs n'a pas le pouvoir d'agir pour la société ou de la lier, ce pouvoir étant exclusivement réservé au Gérant.

10.5 Le Comité d'Investissement

La Société constituera un Comité d'Investissement composé d'un (1) représentant pour le/les Associé(s) A et un (1) représentant des Associés B, chacun de ces membres ayant des droits de vote égaux.

10.6 Le Gérant requerra l'approbation préalable du Comité d'Investissement pour les décisions suivantes et ne prendra aucune action obligeant la Société ou un Property Co au regard des matières suivantes sans l'approbation préalable du Comité d'Investissement.

10.6.1 L' Investissement fait conformément à un Pacte d'Associés;

10.6.2 Approbation des Plans de Projet Annuel pour chaque Propriété;

10.6.3 Dispositions;

10.6.4 Les décisions suivantes lorsque ces décisions sont en dehors du Plan de Projet Annuel Accepté:

(a) Conditions de Financement (existence, modifications matérielles ou refinancement) et les décisions d'investissement;

(b) Les modifications aux budgets de fonctionnement initiaux et aux Plans de Projet Annuel pour chaque Propriété si ces modifications excèdent dix pour cent (10 %) des frais initiaux budgétisés;

(c) Les dépenses en Capital excédentaire de 110% de celles prévues dans un budget approuvé ou Plan de Projet Annuel.

10.7 Un résumé des contrats majeurs à conclure par la Société et/ou les Property Cos (contrats de vente et d'achat, contrats de construction, contrat de location, contrat de financement, ect.) sera fourni au Comité d'Investissement pour approbation.

10.8 Les représentants du Comité d'Investissement peuvent demander d'assister aux réunions avec (i) les parties qui négocieront et concluront les contrats de vente et d'achats, les contrats de construction ou les contrats de prêt avec la

Société et/ ou les Property Cos ainsi que (ii) les conseils et fournisseurs de services de la Société ou des Property Cos. Le Gérant s'efforcera de permettre aux représentants du Comité d'Investissement d'assister à ces réunions. Les membres du Comité d'Investissement peuvent demander que leur soit fournie une ébauche des principaux documents devant être conclu par la Société et/ ou les Property Cos afin de revoir et de commenter ces documents.

10.9 Approbation des principales conditions sous lesquelles les Garanties doivent être émises.

10.10 Le quorum pour les réunions du Comité d'Investissement sera atteint seulement si, au moins un représentant de(s) Associé(s) A et un représentant de(s) Associés B assistent à la réunion; à moins que le représentant de(s) Associé A ou le représentant des Associés B n'assistent pas successivement à deux (2) réunions dans ce cas, le quorum des réunions du Comité d'Investissement sera atteint si au moins un (1) représentant des autres Associés est présent ou représenté.

10.11 Toute action ou vote du Comité d'Investissement sera pris par consentement unanime du Comité d'Investissement.

Décisions des associés

Art. 11. Assemblées générales des associés et décisions.

11.1 L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des associés.

11.2 En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives indépendamment du nombre de parts qu'il détient.

11.3 Chaque Part Sociale donne droit à un vote.

11.4 Sans préjudice de toutes autres conditions de majorité spéciale prévues ailleurs dans ces Statuts, les décisions collectives sont seulement valablement prises dans la mesure où elles sont adoptées par des associés possédant plus de soixante-quinze pour cent (75 %) du capital social. Cependant, les résolutions pour modifier les Statuts peuvent seulement être adoptées à la majorité des associés possédant au moins trois-quarts du capital social de la Société, sous réserve des dispositions de la Loi. La nationalité de la Société ne peut être changée et les engagements des associés ne peuvent être augmentés qu'avec le consentement unanime de tous les associés.

11.5 La tenue d'assemblée générale ne sera pas obligatoire si la Société compte moins de vingt-cinq associés. Dans ce cas, chaque Associé recevra la formulation précise du texte des résolutions ou des décisions à adopter et exprimera son vote par écrit.

11.6 Les assemblées générales des associés peuvent être convoquées par le Gérant ou à la demande (i) d'associés représentant 50% ou plus du capital social souscrit de la Société ou (ii) d'associés représentant 50 % ou plus du capital social souscrit de Classe B de la Société.

11.7 De telles assemblées générales des associés peuvent être tenues aux dates et lieux au Grand-Duché de Luxembourg qui sont indiqués dans les convocations.

11.8 Si tous les associés sont présents ou représentés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée générale des associés peut avoir lieu sans convocation préalable.

11.9 Les associés peuvent être représentés aux assemblées générales par d'autres personnes nommées par écrit ou télégramme, e-mail ou tous autres moyens similaires, ces personnes ne devant pas nécessairement être des associés.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 12. Exercice social.

12.1 L'exercice social commence chaque année le premier jour de janvier et se termine le dernier jour de décembre de chaque année.

Art. 13. Approbation des comptes.

13.1 Chaque année, à la fin de l'exercice social, le Gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance prépare les comptes annuels de la Société en conformité avec les dispositions légales en vigueur. Le Gérant peut fournir des rapports trimestriels ou mensuels aux Associés conformément aux dispositions d'un Pacte d'Associés.

13.2 Tout associé (ou son mandataire) peut prendre communication des comptes annuels au siège social, en conformité avec les dispositions légales en vigueur.

Art. 14. Droits de répartition.

14.1 Les bénéfices bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve légale, jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

14.2 Le solde des bénéfices nets peut être distribué au(x) associé(s) conformément aux dispositions de cet Article 14 (et sans préjudice de toutes dispositions additionnelles, qui peuvent être contenues dans un Pacte d'Associés).

14.3 Sous réserve de l'Article 14.4, les fonds disponibles pour distribution (net de tous frais, taxes et dépenses susceptibles d'être payés par la Société) seront distribués dans l'ordre de priorité suivante aux Associés B et au Associés A, pro rata par rapport au nombre de Parts Sociales de la classe pertinente qu'ils détiennent, cette distribution pouvant

prendre la forme d'un paiement d'intérêts ou de remboursement de Prêts d'Investisseur, de dividendes, de distribution de prime d'émission ou d'autres réserves ou remboursement du capital, dans les limites permises par la loi:

14.3.1 Premièrement à l'Associé (aux Associés) A, dans la mesure où la Société a fait des remboursements antérieurs en vertu des Prêts d'Investisseur, les fonds requis pour assurer que l'(les) Associé(s) A participe(nt) pro rata par ses (leurs) Engagements Financés dans le montant total de paiements faits par la Société aux Associés B et Associé(s) A comme paiement d'intérêts ou remboursement du montant principal des Prêts d'Investisseur, dividende, ou distribution de prime d'émission ou d'autres réserve, ou remboursement du capital;

14.3.2 Deuxièmement, aux Associés B et Associé(s) A jusqu'à ce qu'ils aient reçu un montant égal au total de (a) l'Engagement Financé attribuable à tous les Investissements Liquidés et (b) l'Engagement Financé non attribuable à un investissement dans une Property Co proportionnellement à la fraction que le prix d'acquisition total des Investissements Liquidés représente par rapport au prix d'acquisition total de toutes les Propriétés.

14.3.3 Troisièmement, aux Associés B et Associé(s) A, le montant nécessaire pour donner aux Associés B et Associé(s) A, sur une base cumulative, un Taux Interne de Rendement de douze pour cent (12%) sur le montant total de l'Engagement Financé.

14.3.4 Ensuite, dans la mesure où il y a encore des fonds disponibles pour distribution aux Associés, quatre-vingt pour cent (80%) aux Associés B et vingt pour cent à l'Associé (aux Associés) A.

14.4 Sans préjudice des dispositions précédentes, le Gérant peut décider de payer des acomptes sur dividendes aux Associés avant la fin de l'exercice social sur base de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, lorsque cela est applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, accrus des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve à établir en vertu de la Loi ou des Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas à des bénéfices réellement réalisés seront remboursées par les Associés.

Dissolution - Liquidation

Art. 15. Dissolution, Liquidation.

15.1 La Société peut être dissoute par décision des associés décidant aux conditions de majorité prévues pour la modification des Statuts.

15.2 Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

15.3 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Divers

Art. 16. Loi applicable.

16.1 Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique dans les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Art. 17. Définitions.

Associé A signifie un détenteur de Parts Sociales de Classe A;

Associé B signifie un détenteur de Parts Sociales de Classe B;

Associés signifie tout détenteur de Parts Sociales émises par la Société de temps à autre;

Engagements Financés signifie le montant total du (a) capital, y compris la prime d'émission, contribué pour l'émission des Parts Sociales et (b) le montant principal des Prêts d'Investisseur accordés;

Engagement d'Investisseur signifie le montant total du capital désigné comme l'engagement d'un investisseur et qui représente la somme du montant faisant l'objet d'un engagement de financement pour les Parts Sociales B et pour les Prêts d'Investisseur.

Evaluateur Indépendant signifie un évaluateur indépendant sélectionné par le Comité Consultatif des Investisseurs;

Frais de Gérance signifie les frais de Gérance exclusifs de TVA dont la somme peut être déterminée par un Pacte d'Associés;

Frais Administratifs et Opérationnels a la signification donnée dans le Pacte d'Associés;

Garantie a la signification donnée dans le Pacte d'Associés.

Gérant signifie un Gérant de la Société de temps en temps;

Investissements Liquidés signifie toutes Property Cos qui, antérieurement à une certaine date, se trouvent dans l'une des situations suivantes: (a) leurs actions ont été vendues par la Société; (b) ont vendu leurs Propriété respective; ou (c) ont été, le cas échéant, liquidées.

Pacte d'Associés signifie tout pacte d'associés, qui peut être conclu ou modifié de temps en temps par la Société et ses Associés;

Parts Sociales signifient toutes Parts Sociales de Classe A et les Parts Sociales de Classe B émises par la Société de temps en temps;

Période d'Investissement a la signification donnée dans le Pacte d'Associés.

Plan de Projet Annuel signifie une description détaillée du plan de projet annuel établi pour une Propriété ou une Property Co.

Prêt(s) d'Investisseur signifie(nt) les prêts accordés par les Associés à la Société;

Propriété la signification donnée dans le Pacte d'Associés.

Property Co signifie toute entité créée dans le but d'acquérir ou de détenant une Propriété.

Société Liée signifie, quand utilisé en ce qui concerne une personne indiquée, toute personne qui directement ou indirectement par un ou plusieurs intermédiaires contrôle ou est contrôlée par ou est sous le contrôle commun de la personne indiquée, pour les besoins de cette définition, une personne sera considérée comme contrôlant une entité de laquelle elle détient plus de cinquante pour cent (50%) des titres votants restants;

Taux Interne de Rendement (ou **TIR**) signifie le taux annuel de rendement interne, c'est-à-dire le taux d'escompte qui, appliqué aux flux de liquidités de la Société, produit une valeur actuelle nette égale à zéro, calculée sur une base trimestrielle. Aux termes de cette définition, les flux de liquidités (cash flows) de la Société sont, d'une part, la somme des Engagements Financés reçus par la Société et, de l'autre part, tous fonds distribués par la Sociétés aux Associés sous forme de paiement d'intérêts ou du remboursement du montant principal sous les Prêts d'Investisseur, sous forme de dividende ou de distribution de prime d'émission ou d'autres réserves ou remboursement du capital (avant, le cas échéant, toute taxe retenue à la source payable par la Société au nom des Associés). Conventionnellement, la somme des Engagements Financés sera considérée comme une valeur négative, alors que les fonds distribués par la Société aux Associés seront considérés comme des valeurs positives.

Terme signifie la période pendant laquelle le Pacte d'Associés s'appliquera.

Dispositions transitoires

La première année sociale commencera au jour de la constitution de la Société et se terminera au 31 décembre 2008.

Souscription - Libération

Le capital est souscrit comme suit:

	Parts Sociales
Grosvenor Continental Europe Holdings S.A.	10 A
Irish Life Madrid LuxCo S.à.r.l	125 B
Grosvenor Continental Europe Holdings S.A.	125 B
Total:	260

Toutes ces Parts Sociales ont été intégralement libérées par des versements en numéraire (c'est-à-dire un montant total de vingt six mille Euros (EUR 26.000) correspondant au montant du capital social souscrit de vingt six mille Euros (EUR 26.000) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Estimation des frais

Le montant global des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué approximativement à quatre mille Euro.

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, les personnes mentionnées ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social souscrit et exerçant les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés ont pris les décisions suivantes:

1) Est nommé comme Gérant pour une durée indéterminée:

Grosvenor Continental Europe Holdings S.A., une société anonyme constituée selon et régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 109.165;

2) La société aura son siège social à 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

La lecture ayant été faite à la personne comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: H. JANSSEN, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 juin 2008. Relation: LAC/2008/52162. — Reçu à 0,5 %: cent trente euros (130 €).

Le Receveur ff. (signé): Franck SCHNEIDER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2008.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2008088312/211/657.

(080101199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2008.

Immobilière de St.Paul S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 57.289.

—
Extrait des résolutions prises a l'assemblée générale ordinaire du 25 juin 2008

Maître Albert WILDGEN, avocat, demeurant à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, est nommé liquidateur en remplacement de Maître Patricia THILL.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juillet 2008.

Au nom et pour compte du Maître Albert WILDGEN

Liquidateur

Maître Patricia THILL

Avocat

Référence de publication: 2008088200/280/18.

Enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 2008, réf. LSO-CS03564. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080101135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2008.

Next Generation Aircraft Finance 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 131.695.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Next Generation Aircraft Finance 2 S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2008087944/1005/15.

Enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 2008, réf. LSO-CS03425. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080101192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2008.

HNW Management S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1452 Luxembourg, 26, rue Théodore Eberhard.

R.C.S. Luxembourg B 125.686.

—
Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11/07/2008.

Pour REQUISITION

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008087933/8981/16.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juillet 2008, réf. LSO-CS04440. - Reçu 97,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080100780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2008.

Mangrove S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2611 Howald, 183, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 117.564.

—
Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11/07/2008.

Pour REQUISITION

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008087934/8981/16.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juillet 2008, réf. LSO-CS04439. - Reçu 95,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080100778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2008.

Yum ! Restaurants International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 400.203.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 96.429.

—
Il résulte de la décision de l'associé unique en date du 10 juin 2008 de la société YUM! Restaurants International S.à r.l. que l'associé a pris les décisions suivantes:

1. Démission du Gérant B suivant en date du 10 juin 2008:

Madame Francesca Tiritiello, née le 23 octobre 1972 à Pisa, Italie, demeurant à 8-10, rue de la Confédération, CH-1204 Genève, Suisse, en qualité de Gérant B de la société.

2. Nomination du nouveau Gérant B pour une durée indéterminée à compter du 10 juin 2008:

Monsieur Jonathon Alexander Gausepohl, né le 16 novembre 1975 à Kentucky, États-Unis d'Amérique, demeurant à 1900 Colonel Sanders Lane, Louisville, KY 40213, États-Unis d'Amérique en qualité de Gérant B de la société.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

YUM Restaurants International S.à r.l.

Pamela Valasuo

Gérant A

Référence de publication: 2008088204/683/22.

Enregistré à Luxembourg, le 7 juillet 2008, réf. LSO-CS02946. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080101230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2008.

HNW Insure S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1452 Luxembourg, 26, rue Théodore Eberhard.

R.C.S. Luxembourg B 119.332.

—
Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11/07/2008.

Pour REQUISITION

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2008087935/8981/16.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juillet 2008, réf. LSO-CS04437. - Reçu 95,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080100777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2008.

MD-Trading AG, Société Anonyme.

Siège social: L-8069 Bertrange, 15, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 72.069.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11.7.2008.

Signature.

Référence de publication: 2008087938/1241/12.

Enregistré à Luxembourg, le 10 juillet 2008, réf. LSO-CS04311. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080100818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2008.

The Bridge Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8069 Bertrange, 15, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 68.965.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11.07.2008.

Signature.

Référence de publication: 2008087937/1241/12.

Enregistré à Luxembourg, le 10 juillet 2008, réf. LSO-CS04304. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080100820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2008.

Compagnie de Banque Privée, Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 7, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 117.963.

Le rapport annuel au 31.03.2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Pour Compagnie de Banque Privée

S. Harmel

Secrétaire du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2008087943/7989/14.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juillet 2008, réf. LSO-CS04744. - Reçu 151,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080101236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2008.

Sergent S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 33, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 116.218.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2008.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2008087940/6407/14.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juillet 2008, réf. LSO-CS04584. - Reçu 103,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080100985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2008.

Applex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 15, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 110.162.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11/7/2008.

Signature.

Référence de publication: 2008087942/8416/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juillet 2008, réf. LSO-CS04580. - Reçu 121,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080100979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2008.

Nekvilla Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 810, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 87.907.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008087948/1005/13.

Enregistré à Luxembourg, le 7 juillet 2008, réf. LSO-CS02974. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080101275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2008.

Funinvest S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 187.985.410,00.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 87.799.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Pour Funinvest S.à.r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008087949/1005/15.

Enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 2008, réf. LSO-CS03419. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080101272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2008.

CEREP III Investment J S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 139.865.

STATUTES

In the year two thousand and eight, on the seventeenth day of June.

Before Us Maître Joseph ELVINGER, notary, residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

CEREP III Germany S.à r.l., a private limited liability company, incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 130.289,

here represented by Flora Gibert jurist, residing in Luxembourg, by virtue of proxy given under private seal.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"):

Chapter I.- Form, name, registered office, object, duration

1. Form - corporate name. There is hereby formed a private limited liability company under the name "CEREP III Investment J S.à r.l.", which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter referred to as the "Company"), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended from time to time (hereafter referred to as the "Law"), as well as by the present articles of incorporation (hereafter referred to as the "Articles").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

2.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders (as defined hereafter) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 However, the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers (as defined hereafter) of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

2.4 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will however not have any effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers.

3. Object.

3.1 The Company's object is to acquire and hold interests, directly or indirectly, in any form whatsoever, in any other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests.

3.2 The object of the Company is also to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate and/or of participations in any enterprises in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those investments participations.

3.3 The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies"). On an ancillary basis of such assistance, the Company may also render administrative and marketing assistance to its Connected Companies.

3.4 For purposes of this article, a company shall be deemed to be part of the same "group" as the Company if such other company directly or indirectly owns, is owned by, is in control of, is controlled by, or is under common control with, or is controlled by a shareholder of, the Company, in each case whether beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. A company shall be deemed to control another company if the controlling company possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the share capital of the company or has the power to direct or cause the direction of the management or policies of the other company, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise.

3.5 The Company may in particular enter into the following transactions:

3.5.1 to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, certificates and other debt or equity instruments, convertible or not, or the use of financial derivatives or otherwise;

3.5.2 to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

3.5.3 to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, or any director,

manager or other agent of the Company or any of the Connected Companies, within the limits of any applicable law provision; and

3.5.4 to enter into any agreements, including, but not limited to partnership agreements, underwriting agreements, marketing agreements, management agreements, advisory agreements, administration agreements, cooperation agreement and other services contracts, selling agreements, interest and/or currency exchange agreements and other financial derivative agreements in relation to its object.

it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.6 In addition to the foregoing, the Company may perform all legal, commercial, technical and financial transactions and, in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil its corporate object as well as all transactions directly or indirectly connected with the areas described above in order to facilitate the accomplishment of its corporate object in all areas described above.

4. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period.

Chapter II.- Capital, shares

5. Share capital.

5.1 The corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by two hundred and fifty (250) shares. Each Share has a nominal value of fifty euro (EUR 50.-) each (hereafter referred to as the "Shares"). The holders of the Shares are together referred to as the "Shareholders".

5.2 In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s). The amount of the premium account may be used to make payment for any Shares, which the Company may redeem from its Shareholder (s), to offset any net realized losses, to make distributions to the Shareholder(s) or to allocate funds to the legal reserve.

5.3 All Shares will have equal rights.

5.4 The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by the Law.

6. Shares indivisibility. Towards the Company, the Shares are indivisible, so that only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

7. Transfer of shares.

7.1 In case of a single Shareholder, the Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

7.2 In case of plurality of Shareholders, the Shares held by one of the Shareholders are freely transferable to another Shareholder.

7.3 In case of transfer to a non-Shareholder, the Shares held by each Shareholder may be transferred in compliance with the provisions of articles 189 and 190 of the Law.

7.4 Any transfer of Shares must be recorded by a notarial deed or by a private document and shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until it has been notified to the Company or accepted by it in accordance with article 190 of the Law.

Chapter III.- Management

8. Management.

8.1 The Company is managed by one manager (the "Sole Manager") or managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers (the "Board of Managers", each member individually, the "Manager"). The Sole Manager or the Managers, as the case may be, need not be shareholder.

8.2 The Sole Manager or the Managers may be removed at any time, for legitimate reasons only, by decision of the extraordinary general meeting of the Shareholders taken in compliance with articles 14 and 15.

8.3 Any decision in connection with the management of the Company shall be taken by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, collectively by the Board of Managers in compliance with article 12.

8.4 Towards third parties, the general power of representation of the Company is granted to the Sole Manager and in case of plurality of managers, to any Manager as provided by article 10 of the Articles, and pursuant to article 191 bis paragraph 5 of the Law, any deed, agreement or generally any document executed in compliance with articles 8 and 10 of the present Articles are valid and binding vis-à-vis third parties. The exercise of the general power of representation by any Manager does not require prior approval by the Board of Managers acting collectively.

9. Powers of the sole manager or of the board of managers.

9.1 In dealing with third parties, the Sole Manager and in case of plurality of managers, the Board of Managers, without prejudice to articles 8 and 10 of the present Articles, will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all administration acts (actes d'administration) and disposition acts (actes de disposition) as well as all operations consistent with the Company's objects.

9.2 All powers not expressly reserved by law or by the Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers.

10. Representation of the company. Towards third parties, the Company shall be, in case of a sole manager, bound by the sole signature of the Sole Manager and, in case of plurality of managers, by the signature of any Manager, or by the signature of any person to whom such power shall be delegated by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by any Manager individually.

11. Delegation and agent of the sole manager or of the board of managers.

11.1 The Sole Manager or any Manager in case of plurality of managers may delegate its powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

11.2 The Sole Manager or any Manager in case of plurality of managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Meeting of the board of managers.

12.1 In case of a Board of Managers, the meetings of the Board of Managers are convened by any Manager. In case that all the Managers are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

12.2 Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram, fax, e-mail or letter another Manager as his proxy. A Manager may also appoint another Manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

12.3 The resolutions by the Board of Managers are validly adopted if approved by the majority of the Managers, present or represented.

12.4 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating Manager is able to hear and to be heard by all other participating Managers whether or not using this technology, and each participating Manager shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

12.5 Written resolutions of the Board of Managers can be validly taken if approved in writing and signed by all the Managers. Such approval may be in a single or in several separate documents sent by fax, e-mail, telegram or telex. These resolutions shall have the same effect as resolutions voted at the Board of Managers' meetings, physically held.

12.6 Votes may also be cast by fax, e-mail, telegram, telex, or by phone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

12.7 The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by all Managers present or represented at the meeting. Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any Manager or during a meeting of the Board of Managers.

12.8 In case of a Sole Manager, the resolutions of the Sole Manager may be documented in writing.

Chapter IV.- General meeting of shareholders

13. Powers of the general meeting of shareholder(s) - votes.

13.1 Each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares which he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his shareholding.

13.2 In case of one Shareholder owning all the Shares, it assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting and its decisions are recorded in writing.

13.3 If all the Shareholders are present or represented, they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

14. Holding of general meetings.

14.1 Shareholders meetings may always be convened by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by any Manager, failing which by Shareholders representing more than half of the capital of the Company.

14.2 The holding of general meetings shall not be obligatory where the number of Shareholders does not exceed twenty-five. In such case, each Shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

14.3 Should the Company have more than twenty-five Shareholders, at least one annual general meeting must be held each year.

14.4 Whatever the number of Shareholders, the balance sheet and profit and loss account shall be submitted to the Shareholders for approval who also shall vote specifically as to whether discharge is to be given to the Sole Manager or, in case of plurality of managers, to the Board of Managers.

15. Majorities.

15.1 Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the Share capital adopt them. If that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

15.2 Resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three-quarters of the Company's Share capital, in accordance with any provisions of the Law.

15.3 However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the Shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Chapter V.- Business year

16. Business year.

16.1 The Company's financial year starts on the first day of July and ends on the last day of June of each year.

16.2 At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers and the latest prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

16.3 Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

17. Distribution right of shares.

17.1 The profits in respect of a financial year, after deduction of general and operating expenses, depreciations and other charges, shall constitute the net profit of the Company in respect of that period.

17.2 From the net profit thus determined, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

17.3 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers shall propose that cash available for remittance be distributed.

17.4 The decision to distribute dividends and the determination of the amount of such a distribution will be taken by the general meeting of the Shareholders.

17.5 The Board of Managers or the Sole Manager may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the Board of Managers or the Sole Manager showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these Articles.

Chapter VI.- Liquidation

18. Causes of dissolution. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

19. Liquidation.

19.1 The liquidation of the Company can only be decided if approved by a majority of the Shareholders representing three-quarters of the Company's share capital.

19.2 The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

19.3 A sole Shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all its assets and liabilities, known or unknown of the Company.

Chapter VII.- Applicable law

20. Applicable law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on the 30 June 2009.

Subscription - payment

The capital has been subscribed as follows:

	Shares
CEREP III Germany S.à r.l.	250
Total: two hundred and fifty Shares	250

All these Shares have been fully paid up, so that the sum of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) corresponding to a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about EUR 1,500.-.

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolution:

1) Is appointed as Sole Manager for an undetermined period:

CEREP III S.à r.l., a private limited liability company, having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 127.446 and whose articles of incorporation have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1257, page 60290, dated 25 June 2007;

In accordance with article 10 of the by-laws, the Company shall be bound, in case of a sole manager, by the sole signature of the Sole Manager, or by the signature of any person to whom such power shall be delegated by the Sole Manager.

2) The Company shall have its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le dix-sept juin.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

CEREP III Germany S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 130.289,

la comparante ci-dessus est ici représentée par Flora Gibert, juriste, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont les statuts ont été arrêtés comme suit:

Titre I^{er} .- Forme, nom, siège social, objet, durée

1. Forme - dénomination. Il est ici formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "CEREP III Investment J S.à r.l." qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après définie comme la "Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après définie comme la "Loi"), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après définis comme les "Statuts").

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

2.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des Associés (telle que définie ci-après) délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.3 Toutefois, le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance (tels que définis ci-après) est autorisé à transférer le siège social de la Société à l'intérieur de la Ville de Luxembourg.

2.4 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance.

3. Objet.

3.1 L'objet de la Société est l'acquisition et la détention de tous intérêts, directement ou indirectement, sous quelle que forme que ce soit, dans toutes autres entités, luxembourgeoises ou étrangères, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou par voie d'instruments financiers de dettes, sous quelle que forme que ce soit, ainsi que leur administration, leur développement et leur gestion.

3.2 La Société a également pour objet d'effectuer toutes transactions impliquant, directement ou indirectement, l'acquisition d'actifs immobiliers et/ou la prise de participations dans toutes entreprises généralement quelconques, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces investissements participations.

3.3 La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprises comme les "Sociétés Apparentées"). A titre accessoire de cette assistance financière, la Société pourra également apporter à ses Sociétés Apparentées toute assistance administrative ou commerciale.

3.4 Pour les besoins de cet article, une société sera considérée comme appartenant au même "groupe" que la Société si cette autre société, directement ou indirectement, détient, est détenue par, détient le contrôle de, est contrôlée par ou est sous le contrôle commun avec, ou est contrôlée par un associé de la Société, que ce soit comme bénéficiaire, trustee ou gardien ou autre fiduciaire. Une société sera considérée comme contrôlant une autre société si elle détient, directement ou indirectement, tout ou une partie substantielle de l'ensemble du capital social de la société ou dispose du pouvoir de diriger ou d'orienter la gestion et les politiques de l'autre société, que ce soit aux moyens de la détention de titres permettant d'exercer un droit de vote, par contrat ou autrement.

3.5 La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes:

3.5.1 conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre, certificats et autres instruments de capital, convertibles ou non, ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

3.5.2 avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec ou de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, à des conditions jugées satisfaisantes;

3.5.3 accorder toute garantie, fournir tout gage ou toute autre forme de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie d'engagements, des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées, ou par tout administrateur, gérant ou autre agent de la Société ou de l'une des Sociétés Apparentées, dans les limites autorisées par une quelconque disposition légale applicable; et

3.5.4 conclure tous contrats et notamment, sans que cette liste soit limitative, des contrats d'association, des contrats de garantie, des accords de distribution, des contrats de gestion, des contrats de conseils, des contrats d'administration, des contrats de coopération et autres contrats de services, des contrats de vente, des contrats d'échange d'intérêt et/ou de cours, et autres contrats financiers dérivés en relation avec son objet.

il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans des activités pouvant être considérées comme une activité réglementée du secteur financier.

3.6 Outre ce qui précède, la Société peut réaliser toutes transactions légales, commerciales, techniques ou financières et en général toutes transactions nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II.- Capital, parts

5. Capital social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) représenté par deux cent cinquante (250) parts sociales, ayant une valeur nominale de cinquante euros (50 EUR), chacune (ci-après les "Parts Sociales"). Les détenteurs de Parts Sociales sont définis ci-après comme les "Associés".

5.2 Complémentaire au capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Le montant d'un tel compte de prime d'émission peut être utilisé pour procéder à des paiements pour toutes Parts sociales que la Société peut racheter à ses Associé(s), pour compenser toute perte réalisée, pour procéder à des distributions aux Associés ou pour allouer des fonds à la réserve légale.

5.3 Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

5.4 La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites fixées par la Loi.

6. Indivisibilité des parts. Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

7. Transfert des parts.

7.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

7.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les Parts Sociales détenues par un des Associés sont librement transmissibles à un autre Associé.

7.3 En cas de cession à un non-Associé, les Parts Sociales détenues par chaque Associé pourront être cédées conformément aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

7.4 Tout transfert de Parts Sociales doit être enregistré par un acte notarié ou par un acte sous seing privé et ne sera pas opposable vis-à-vis de la Société ou des tiers jusqu'à ce qu'il ait été notifié à la Société ou accepté par elle conformément à l'article 190 de la Loi.

Titre III.- Gérance

8. Gérance.

8.1 La Société est gérée par un gérant (le "Gérant Unique") ou par plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils formeront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance"), chacun étant alors désigné comme "Gérant"). Le Gérant Unique ou les Gérants le cas échéant ne sont pas nécessairement associés.

8.2 Le Gérant Unique ou les Gérants peuvent être révoqués à tout moment, uniquement pour justes motifs, par une décision d'une assemblée générale extraordinaire des Associés conformément aux articles 14 et 15.

8.3 Toute décision en relation avec la gérance de la Société doit être prise par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance agissant collectivement en conformité avec l'article 12.

8.4 Envers les tiers, le pouvoir général de représentation de la Société est conféré au Gérant Unique, ou, en cas de pluralité de gérants, à un Gérant tel que stipulé à l'article 10 des Statuts, et en vertu de l'article 191 bis paragraphe 5 de la Loi, tout acte, contrat ou généralement tout document exécuté en conformité aux articles 8 et 10 des présents Statuts sont valables et créeront des obligations à la charge de la Société vis-à-vis des tiers. L'exercice du pouvoir général de représentation par un Gérant ne requiert pas l'approbation préalable du Conseil de Gérance agissant collectivement.

9. Pouvoirs du gérant unique ou du conseil de gérance.

9.1 Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique et, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, sans préjudice des articles 8 et 10 des Statuts, a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes d'administration et tous actes de disposition ainsi que toutes opérations conformes à l'objet social.

9.2 Les compétences non expressément réservées par la loi ou par les Statuts à l'assemblée générale des associés tombent dans la compétence du Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance.

10. Représentation de la société. Vis-à-vis des tiers, la Société est valablement engagée, en cas de gérant unique, par la seule signature de son Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature d'un Gérant, ou par la signature de toute personne à qui ce pouvoir aura été délégué par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par tout Gérant.

11. Délégation et mandat du gérant unique ou du conseil de gérance.

11.1 Le Gérant Unique ou tout Gérant en cas de pluralité de gérants peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs agents ad hoc pour des tâches déterminées.

11.2 Le Gérant Unique ou tout Gérant, en cas de pluralité de gérants, détermine les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de tout agent, la durée de son mandat ainsi que toutes autres conditions de son mandat.

12. Réunion du conseil de gérance.

12.1 Le Conseil de Gérance se réunit sur convocation d'un Gérant. Lorsque tous les Gérants sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation.

12.2 Tout membre du Conseil de Gérance est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil de Gérance par un autre membre, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite, d'un télégramme, d'un fax, d'un courriel ou d'une lettre. Un membre du Conseil de Gérance pourra également nommer par téléphone un autre membre pour le représenter, moyennant confirmation écrite ultérieure.

12.3 Toute décision du Conseil de Gérance est valablement adoptée lorsqu'elle est approuvée par plus de la moitié des membres du Conseil de Gérance, présents ou représentés.

12.4 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée si chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les membres du Conseil de Gérance participant, utilisant ou non ce type de technologie. Ledit participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

12.5 Des résolutions du Conseil de Gérance peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par tous les membres du Conseil de Gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par fax, courriel, télégramme ou fac-similé. Ces résolutions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du Conseil de Gérance physiquement tenue.

12.6 Les votes pourront également s'exprimer par tout autre moyen tel que fax, courriel, télégramme, fac-similé ou par téléphone; dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

12.7 Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance sont signés par tous les Gérants présents ou représentés aux séances. Des extraits seront certifiés par un Gérant ou par toute personne désignée par un Gérant ou lors d'une réunion du Conseil de Gérance.

12.8 En cas de Gérant Unique, les résolutions du Gérant Unique pourront être documentées par écrit.

Titre IV.- Assemblée générale des associés

13. Pouvoirs de l'assemblée des associés - votes.

13.1 Tout Associé peut prendre part aux décisions collectives quel que soit le nombre de Parts Sociales qu'il détient. Chaque Associé a un droit de vote proportionnel à sa participation dans le capital social.

13.2 En cas d'Associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés et ses décisions sont établies par écrit.

13.3 Si tous les Associés sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et la réunion peut valablement être tenue sans avis préalable.

14. Tenue d'assemblées générales.

14.1 Des assemblées générales pourront toujours être convoquées par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par tout Gérant, à défaut par les Associés représentant plus de la moitié du capital de la Société.

14.2 La tenue d'assemblée générale n'est pas obligatoire, quand le nombre des Associés n'est pas supérieur à vingt-cinq. Dans ce cas, chaque Associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

14.3 Lorsqu'il y aura plus de vingt-cinq Associés, il devra être tenu, chaque année, une assemblée générale.

14.4 Quel que soit le nombre d'Associés, le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis à l'approbation des Associés qui se prononceront aussi par un vote spécial sur la décharge à donner au Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, au Conseil de Gérance.

15. Majorités.

15.1 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant que les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent. Si ce chiffre n'est pas atteint lors de la première réunion ou consultation par écrit, les Associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettres recommandées, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

15.2 Les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité (en nombre) d'Associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

15.3 Néanmoins, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des Associés ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des Associés et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Titre V.- Exercice social

16. Exercice social.

16.1 L'année sociale de la Société commence le premier jour de juillet et se termine le dernier jour de juin de chaque année.

16.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance et ce dernier prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

16.3 Tout Associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social de la Société.

17. Droit de distribution des parts.

17.1 Les profits de l'exercice social, après déduction des frais généraux et opérationnels, des amortissements et de toutes autres charges, constituent le bénéfice net de la Société pour cette période.

17.2 Sur le bénéfice net ainsi déterminé, cinq pour cent (5%) seront prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

17.3 Dans la mesure où des fonds peuvent être distribués au niveau de la Société tant dans le respect de la loi que des Statuts, le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance pourra proposer que les fonds disponibles soient distribués.

17.4 La décision de distribuer des dividendes et d'en déterminer le montant sera prise par l'assemblée générale des Associés.

17.5 Le Conseil de Gérance ou le Gérant Unique peut décider de payer des dividendes intérimaires sur la base d'un relevé de comptes préparé par le Conseil de Gérance ou le Gérant Unique montrant qu'il existe suffisamment de fonds disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant distribuable ne peut être supérieur aux profits réalisés depuis la fin de l'année fiscale précédente, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et sommes allouées à une réserve à établir en vertu de la loi ou des présents Statuts.

Titre VI.- Liquidation

18. Causes de dissolution. La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de son Associé unique ou de l'un de ses Associés.

19. Liquidation.

19.1 La liquidation de la Société n'est possible que si elle est décidée par la majorité des Associés représentant les trois quarts du capital social de la Société.

19.2 La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui termineront leurs pouvoirs et rémunérations.

19.3 Un Associé unique peut dissoudre la Société et procéder à sa liquidation, en assumant personnellement le paiement de tous les actifs et passifs, connus ou inconnus, de la Société.

Titre VII.- Loi applicable

20. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 30 juin 2009.

Souscription - libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

	Parts Sociales
CEREP III Germany S.à r.l.	250
Total: deux cent cinquante Parts Sociales	250

Toutes les Parts Sociales ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) correspondant à un capital social de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ EUR 1.500,-.

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante précitée, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Est nommé comme Gérant Unique pour une période indéterminée:

CEREP III S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 127.446, et dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1257, page 60290, en date du 25 juin 2007;

Conformément à l'article 10 des Statuts, la Société se trouvera engagée, en cas de gérant unique, par la seule signature du Gérant Unique, ou par la signature de toute personne à qui ce pouvoir aura été délégué par le Gérant Unique.

2) Le siège social de la Société est établi au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 juin 2008. Relation: LAC/2008/25160. — Reçu à 0,5 %: soixante-deux euros cinquante cents (62,50 €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 01^{er} JUILLET 2008.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2008088311/211/498.

(080101202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2008.

Parkridge Retail Ukraine Komtek S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.
R.C.S. Luxembourg B 127.300.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 7 juillet 2008.

Pour copie conforme

Pour la société

Pour Maître Jean SECKLER

Notaire

Par délégation Monique GOERES

Référence de publication: 2008088356/231/15.

(080101185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2008.

Faisal Finance (Luxembourg) SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1525 Luxembourg, 3, rue Alexandre Fleming.
R.C.S. Luxembourg B 33.858.

Conseil d'administration:

L'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue à Luxembourg le 24 juin 2008 a réélu les membres suivants du conseil d'administration:

- 1) Monsieur Ziad Rawashdeh, administrateur de sociétés, demeurant à Grand-Saconnex, Genève, Suisse, président du conseil d'administration,
- 2) Monsieur Ali Feqqoussi, employé privé, demeurant à Messancy, Belgique, administrateur,
- 3) Madame Lucy Dupong, avocat, demeurant à Luxembourg, administrateur.

Les mandats des administrateurs prendront fin lors de la clôture de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de l'année 2009, statuant sur les comptes de l'exercice 2008.

Commissaire:

L'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue à Luxembourg le 24 juin 2008 a réélu comme commissaire la société à responsabilité limitée PriceWaterhouseCoopers, avec siège social à Luxembourg.

Le mandat du commissaire prendra fin lors de la clôture de l'assemblée générale des actionnaires de l'année 2009, statuant sur les comptes de l'exercice 2008.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Pour Faisal Finance (Luxembourg) S.A.

Par mandat

Lucy DUPONG

Référence de publication: 2008088407/259/27.

Enregistré à Luxembourg, le 7 juillet 2008, réf. LSO-CS02928. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080100923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2008.

Kuylenstierna & Skog S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 26, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 74.203.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal du Conseil d'Administration et du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires en date du 16 Avril 2008, que:

- 1) Le mandat des Administrateurs Mlle Elisabeth Skog, M Johan Kuylenstierna a été renouvelé jusqu'à la date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui doit approuver le bilan au 31 décembre 2008.
- 2) M François Winandy et M Björn Carlson ont été appelées à la fonction d'administrateur de la société jusqu'à la date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui doit approuver le bilan au 31 décembre 2008.
- 3) Ernst & Young S.A., Luxembourg a été nommé auditeur. Le mandat de Ernst & Young S.A. se terminera à la date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui doit approuver le bilan au 31 décembre 2008.

4) Le mandat des responsables de la gestion journalière Mlle Elisabeth Skog et M Johan Kuylenstierna a été renouvelé jusqu'à la date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui doit approuver le bilan au 31 décembre 2008.

Luxembourg, le 23 Juin 2008.

Kuylenstierna & Skog S.A.

Johan Kuylenstierna / Elisabeth Skog

Référence de publication: 2008088397/1025/23.

Enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 2008, réf. LSO-CS02030. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080101187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2008.

S.F.A. S.A., Société Anonyme.

Capital social: USD 10.000.000,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 64.029.

Constituée suivant acte reçu par M^e Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, le 23 mars 1998, publié au Mémorial C-N ° 485 du 02/07/98.

Statuts modifiés par acte reçu par M^e Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 16 octobre 2000, publié au Mémorial C-N ° 350 du 14/05/01.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 3 juin 2008

Quatrième résolution

L'Assemblée déplore le décès de notre Administrateur Monsieur Michel ROQUEPLO.

L'Assemblée ratifie la cooptation de Monsieur Cédric de BAILLIENCOURT, en qualité d'Administrateur, faite par le Conseil d'Administration lors de sa séance du 13 mai 2008 pour la période du mandat restant à courir, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire de 2011.

Demeurant à F-92800 Puteaux, 31-32, Quai de Dion Bouton

Pour extrait conforme

Signatures

Référence de publication: 2008088406/2309/23.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2008, réf. LSO-CS03754. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080100927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2008.

Uni-Deff Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 101.554.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires (l'assemblée) de Uni-Deff Sicav (la «société») tenue dans les locaux de BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, succursale de Luxembourg, 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange le jeudi 19 juin 2008 à 10 heures

Résolution 5

«L'Assemblée reconduit le mandat d'administrateur de M. Patrick Fenal, M. Cyril Maïdanatz, Mme Isabelle Borello et M. Régis Martin pour un terme d'un an venant à échéance à la prochaine Assemblée en 2009.»

Résolution 6

«L'Assemblée reconduit le mandat de la société Ernst & Young S.A., Luxembourg, en sa qualité de réviseur d'entreprises de la Société pour un terme d'un an devant expirer à la prochaine Assemblée en 2009.»

Pour copie conforme

BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES - SUCCURSALE DE LUXEMBOURG

Signatures

Référence de publication: 2008086852/1176/21.

Enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 2008, réf. LSO-CS03410. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080099528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2008.